

# ARMÉES D'AUJOURD'HUI



FRANCE - ROYAUME-UNI

« ACCORD SANS  
PRÉCÉDENT »



RÉTROSPECTIVE 2010

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

**ORDRE DU JOUR**

**4** Ordre du jour du ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants

**FORCES EN ACTION**

- 6** Rafale : La Croix du Sud en visuel
- 12** Porte à porte : Le *Foudre* à la manœuvre
- 16** Portfolio

**ENJEUX**

**18** Point de vue de Maurice Gourdault-Montagne ambassadeur de France au Royaume-Uni

**MODERNISATION**

**22** Bases de Défense : Vers une culture du soutien

**FOCUS DÉFENSE**

- 26** Ecole de chasse : Français et Belges mutualisent la formation
- 30** Sécurité et Défense européenne : Le CESD dispense une vision commune
- 34** Lisbonne : Un sommet historique pour l'Alliance
- 36** Cinéma : Quand la Défense soutient le 7<sup>e</sup> art

**DOSSIER**

- 40** Les événements 2010
- 42** Vie de la Défense
- 50** Transformation
- 54** Technologie et équipements
- 56** Opérations

**KIOSQUE**

**64** Sélection

**Ordre du jour**

Ordre du jour de monsieur Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants.



Officiers, sous-officiers, militaires, réservistes, volontaires, militaires et anciens combattants, vous êtes invités à l'ordre du jour de monsieur Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le mardi 15 novembre 2010 à 10 heures 30, au ministère de la Défense, 11 rue de la Harpe, 75005 Paris.

Le thème de l'ordre du jour est : « *Le rôle de la Défense et des Anciens Combattants dans la France de demain* ».

Après avoir salué le personnel des services de défense et de sécurité, vous serez reçu par les militaires et les anciens combattants qui ont participé à la manifestation de la Défense et des Anciens Combattants, le mardi 15 novembre 2010 à 10 heures 30, au ministère de la Défense, 11 rue de la Harpe, 75005 Paris.

Après avoir salué le personnel des services de défense et de sécurité, vous serez reçu par les militaires et les anciens combattants qui ont participé à la manifestation de la Défense et des Anciens Combattants, le mardi 15 novembre 2010 à 10 heures 30, au ministère de la Défense, 11 rue de la Harpe, 75005 Paris.

Après avoir salué le personnel des services de défense et de sécurité, vous serez reçu par les militaires et les anciens combattants qui ont participé à la manifestation de la Défense et des Anciens Combattants, le mardi 15 novembre 2010 à 10 heures 30, au ministère de la Défense, 11 rue de la Harpe, 75005 Paris.

**4** **ORDRE DU JOUR**

**Ordre du jour du ministre**

Monsieur Alain Juppé a été nommé, le 15 novembre 2010, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants. Il s'adresse à l'ensemble du personnel du ministère.

**18** **ENJEUX**

**Relations France-Royaume-Uni**

Maurice Gourdault-Montagne, ambassadeur de France à Londres, nous livre son point de vue sur les nouveaux accords de Défense entre les deux pays.

**ENJEUX point de vue**

Maurice Gourdault-Montagne, ambassadeur de France au Royaume-Uni

**« Notre coopération avec le Royaume-Uni vient de connaître un développement sans précédent »**



Le Royaume-Uni est un pays très important pour la France. C'est un pays qui a une longue tradition de coopération avec la France. Cette coopération est devenue de plus en plus étroite ces dernières années. C'est ce que j'ai voulu dire dans mon point de vue.

Le Royaume-Uni est un pays très important pour la France. C'est un pays qui a une longue tradition de coopération avec la France. Cette coopération est devenue de plus en plus étroite ces dernières années. C'est ce que j'ai voulu dire dans mon point de vue.

Le Royaume-Uni est un pays très important pour la France. C'est un pays qui a une longue tradition de coopération avec la France. Cette coopération est devenue de plus en plus étroite ces dernières années. C'est ce que j'ai voulu dire dans mon point de vue.

**40** **DOSSIER**

**Rétrospective 2010**

Vie de la Défense, poursuite de la modernisation, technologie, équipements, opérations. La Défense est présente sur tous les fronts. Rétrospective sur une année riche en événements.

**DOSSIER**

**2010**

**LES EVENEMENTS**



SOMMAIRE

- Vie de la Défense 42-48
- Transformation 50-53
- Technologie et équipements 54-55
- Opérations 56-63

**ARMÉES D'AUJOURD'HUI.** Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoît Trochu. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint : adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétariat de rédaction : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Samantha Lille (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (48 01), Éléonore Krempff (44 35), Aude Le Calvé (33 18), Nelly Moussu (46 29), Virginie Sandrock (55 05), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : Jean-Claude Jaeger, agence Rouge Vif (Dossier). Chef service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 44 42 32 42). Photogravure : Open Graphic Media. Impression et mise en page : Circleprinters. Routage : CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicod - école militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr Abonnés (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr Diffusion : 01 44 42 32 42 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. Photo de couverture : © ESCC

# Ordre du jour

## **Ordre du jour de monsieur Alain Juppé, ministre d'État, ministre de la Défense et des Anciens Combattants.**

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, gendarmes, soldats, marins et aviateurs, ingénieurs, ouvriers et personnels civils de la défense, je mesure l'honneur qui m'est fait d'avoir été nommé cette semaine ministre de la Défense et des Anciens Combattants par le président de la République.

Je veux tout d'abord vous dire ma grande fierté d'être aujourd'hui à la tête d'une communauté d'hommes et de femmes dont je connais l'engagement généreux et passionné au service de la France et des valeurs de la République.

Vous qui assurez la permanence des postures de dissuasion et de sûreté, vous qui vous engagez sur les théâtres d'opérations extérieures en acceptant les risques les plus extrêmes, vous qui êtes mobilisés pour la sécurité de notre territoire avec un professionnalisme exemplaire, vous pouvez compter sur ma totale confiance. L'esprit de service et de don de soi qui est la marque de votre communauté, vous le recevez en héritage des générations précédentes auxquelles j'ai tenu à rendre hommage, sous l'Arc de Triomphe, dès mon arrivée à la tête du ministère, en ravivant une flamme que vous n'avez jamais cessé d'entretenir.

Le grand dessein que le président de la République a tracé pour notre défense et pour nos armées dans le Livre blanc de 2008 s'est traduit, j'en ai conscience, par un nouvel et considérable effort de réforme. Je mesure ce qu'il demande d'adaptations et de remises en cause pour l'ensemble du personnel civil et militaire de la Défense.

Cette rénovation vous procurera demain la satisfaction d'accomplir votre mission dans des conditions optimisées de préparation et d'action et offrira à la France, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, l'outil militaire moderne et performant dont elle a besoin dans un monde toujours plus instable.

C'est avec confiance et détermination que je m'engage à vos côtés. Ensemble nous saurons mener toutes nos missions à bien et garantir à la France la défense forte et efficace, digne de sa vocation et de son rang mondial.

**Alain Juppé**



R. PELLEGRINO/IEOPAD

**FORCES** en action

A Cruzex, « le » rendez-vous des forces aériennes d'Amérique du Sud, la France a envoyé quatre Rafale – qui franchissent l'Atlantique et l'Equateur pour la première fois – et quatre Mirage. Deux semaines d'exercices intenses au Brésil...

Par Aude Le Calvé - Photos : Anthony Jeuland / Sirpa Air

# RAFALE La Croix



du Sud en visuel





« Durant plusieurs jours, les opérations aériennes offensives et défensives se sont déroulées sur une immense zone d'exercice de 500 km de côté. »

**Les Rafale et les Mirage 2000 se sont entraînés avec des forces aériennes brésiliennes, uruguayennes, chiliennes et cette année, américaines. Des manœuvres parfois complexes sur des scénarios construits à partir d'opérations comme l'Onu peut en décider pour le maintien de la paix.**

**C**ruzex est le plus grand rendez-vous des forces aériennes d'Amérique du Sud. A l'origine réservé aux pays du continent, cet exercice, qui se déroule au Brésil, s'est ouvert, cette année, aux

Etats-Unis. Quant à la France, elle y participe depuis sa création en 2002, pour ainsi dire de plein droit en raison du territoire guyanais. Pour cette cinquième édition, elle est venue « en force », en novembre dernier : quatre Rafale biplaces de l'escadron 01/091 « Gascogne », de la BA 113 de Saint-Dizier ainsi que quatre Mirage 2000-5 de l'escadron 01/002 « Cigognes », de la BA 102 de Dijon.

Sur la base de Natal, dans la région brésilienne du Nordeste, deux équipages Rafale se préparent en vue d'une mission d'attaque au sein d'une opération aérienne combinée (COMAO, pour *Composite Air Operation*) interalliés. Ils devront détruire les radars et les pistes d'un aéroport situé en zone ennemie. Pendant ce temps, des Falcon F-16 américains, des Dragonfly A-37 uruguayens et des Super Tucano et des AMX brésiliens réaliseront le même type



de mission air-sol sur d'autres zones. Quand ils auront atteint leurs cibles, les chasseurs français multirôles surveilleront l'espace aérien (mission air-air) pour que les bombardiers de la coalition puissent effectuer leurs tirs.

Durant plusieurs jours, les opérations aériennes offensives et défensives se déroulent sur une immense zone d'exercice de 500 km de côté. Elles se succèdent à partir d'un scénario de type opération de maintien de la paix mandatée par l'Onu. Il s'agit de réduire les défenses ennemies pour conserver la suprématie aérienne afin de gagner l'avantage au sol et de permettre ainsi l'avancée des troupes au sol. Faire évoluer en même temps plus d'une trentaine d'avions de chasse, telle est la difficulté, qui incombe à la structure de comman-■■■



« En zone d'attente, les chasseurs effectuent des vols circulaires les uns au-dessus des autres. Avec parfois 300 m de hauteur seulement entre eux »

**Le Brésil, avec l'exercice Cruzex, constitue un excellent terrain d'entraînement pour les équipages et leurs machines.**





■■■dement et de conduite des opérations aériennes. « *Tous les paramètres nécessaires au bon déroulement de la mission sont étudiés : de la situation tactique à l'ordre de bataille, des capacités air-air et/ou air-sol des aéronaves aux possibilités de ravitaillement en passant par le type de missions (attaque ou escorte) jusqu'aux zones de combat, etc.* », explique le capitaine Vincent Zanella, chargé de la planification.

## **24 aéronaves entrent en même temps dans la zone ennemie**

Il faut, par exemple, prendre en compte les différentes vitesses de vol. Ainsi, l'IA-58 uruguayen, moins rapide car plus adapté à la contre-guérilla, partira en avant pour être prêt à l'heure du tir. « *Vingt-quatre aéronaves entreront en zone ennemie en même temps en divers points, pour déborder l'adversaire* », précise le commandant Joseph Barracco, leader des équipages Rafale.

En fin de chaîne du commandement, il revient au *mission commander* (chef de mission) – un pilote qui a reçu une formation Otan pour cette fonction – de synthétiser tous les éléments sur une *coordination card* : type de mission, heure de roulage et de décollage, heures et altitude de la zone de ravitaillement, « circuit d'attente » (ou *hold*), zone de tir, heure du retour sur la base. La « zone d'attente », en particulier, représente une phase très délicate, car les aéronaves, « empilés », effectuent un vol circulaire dans le même sens. « *Parfois, il n'y a que 300 mètres entre deux niveaux, ce qui, à une vitesse de 500 nœuds, correspond à deux secondes de vol ! Sans compter que la plupart des patrouilles n'entrent pas dans la zone ennemie à la même altitude. C'est pourquoi, il est nécessaire de laisser du temps entre elles* », explique un pilote. D'où la nécessité pour les équipages de respecter scrupuleusement le plan de vol. Ces procédures, connues des équipages de Rafale et Mirage 2000-5 français, constituaient une découverte pour les nations d'Amérique du Sud. Dernier briefing avant de rejoindre la piste. Les pilotes et les navigateurs Rafale déroulent leur mission : rapide point météo, rappel des objectifs et des paramètres de sécurité des vols, chronologie des phases, des vitesses et des formations en vol, fréquences radio, systèmes de contre-mesures, règles d'engagement des tirs, etc. Un point sensible est évoqué, celui du ravitaillement en vol. Cette phase, indispensable pour augmenter l'autonomie durant les phases de combat, est réalisée entre 500 et 800 km/h. La crainte des Français : le manque

d'expérience commune avec le tanker brésilien, et donc le risque de casser la perche au moment de la déconnexion. Un bref rappel, aussi, du type d'armement embarqué et choisi en fonction des cibles à détruire.

L'officier renseignement a préparé un dossier d'objectifs : « *En face, la menace air-air est jouée par des F-5 brésiliens : ils vont nous chercher de loin et nous empêcher d'aller sur nos cibles. A basse altitude, l'aéroport est protégé par des missiles sol-air de courte portée. Mais les bombes guidées laser du Rafale sont précises à moins d'une dizaine de mètres grâce au GPS. L'avion peut tirer six bombes en même temps sur six objectifs différents s'il dispose des coordonnées précises. Et il les a !* »

En l'air, tout va très vite. La complémentarité entre le pilote et le navigateur est essentielle. Chacun à leur tour, ils surveillent l'extérieur et l'intérieur de l'appareil : radar à ondes électromagnétiques (les yeux de l'avion), optique de secteur frontal (il détecte la chaleur et dispose d'une caméra intégrée et d'un télémètre laser) et détecteur passif Spectra (les oreilles de l'avion). « *Chacun a accès à toutes les fonctionnalités de l'avion, sauf que le navigateur ne peut ni tirer ni piloter. Nous réduisons au maximum les communications entre nous pour pouvoir suivre les comptes-rendus radio des autres patrouilles* », souligne le navigateur, le capitaine Thomas Portier.

## **Tel un boxeur sur le ring**

La mission, d'une heure et demie, se déroule comme prévu. Roulage à 15 h 35 et décollage 10 minutes après. Puis, le circuit d'attente, avant de passer la ligne ennemie à 16 h 05 et d'entrer dans le créneau de tir à 16 h 15. « *Disposés en tenaille face à l'objectif, nous disposons de 30 secondes à 2 minutes de fenêtre de tir sur un objectif que nous traitons avant d'autres avions. Nous devons frapper dans cette fenêtre pour que les éclats de nos bombes n'endommagent pas les autres appareils amis* », explique le commandant Barracco. « *En cas de menace aérienne imminente, précise le navigateur, l'un des Rafale est envoyé en support air-air pendant que l'autre tire ses 6 AASM GPS (bombes guidées et propulsées), puis les rôles s'inversent. Tel un boxeur sur le ring, nous devons être agiles et imprévisibles pour prononcer sur l'ennemi une attaque qui soit 100 % efficace, mobile.* »

16 h 32, soit 17 minutes après le tir, il reste quatre missiles à l'équipage. La mission de protection aérienne commence, au profit des bombardiers. Puis les équipages rejoignent la zone de ravitaillement et retournent à la base. ■

**FORCES** en action

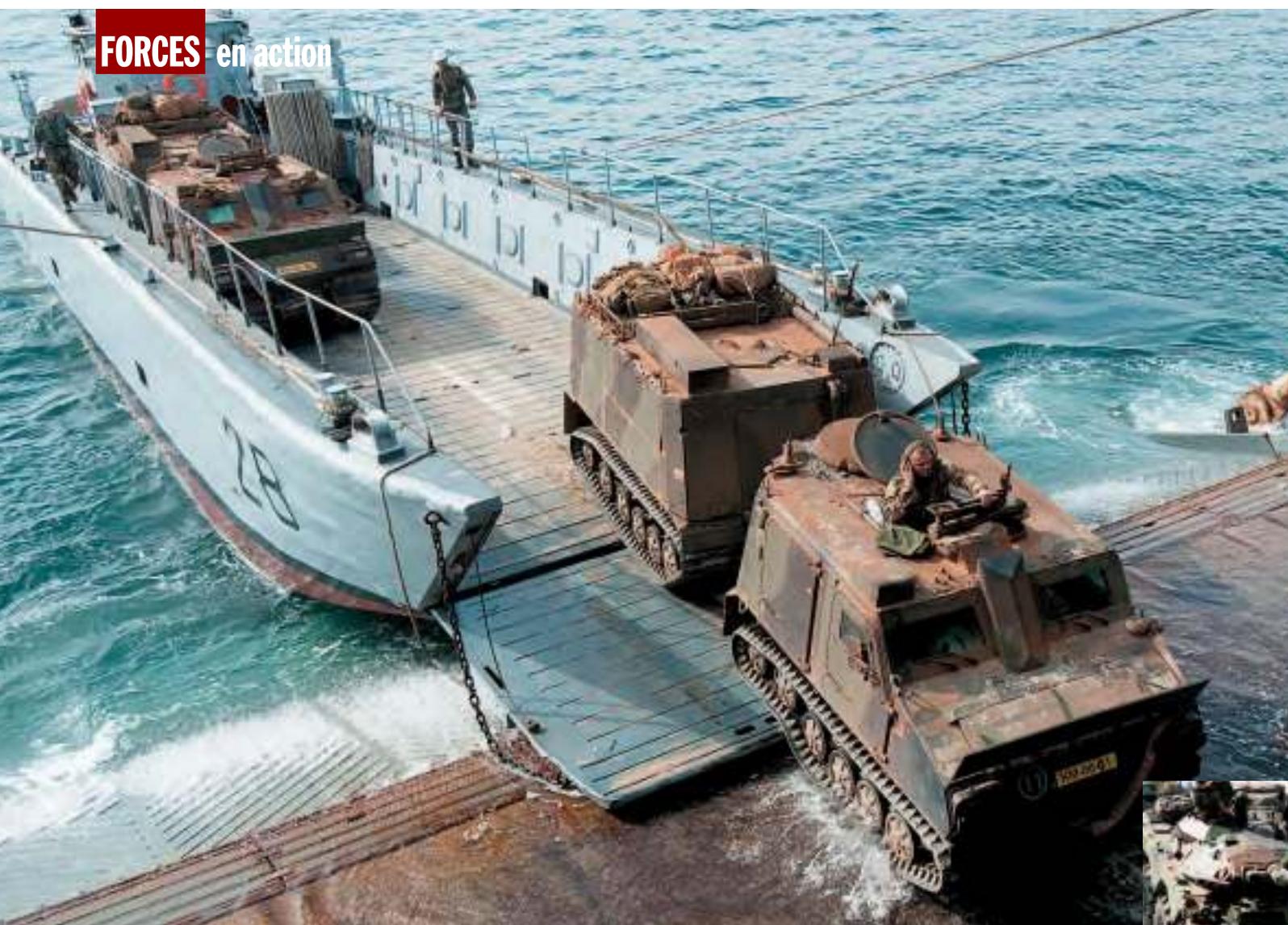


# Porte à porte : le « Fo



**Au Sénégal, les forces françaises, néerlandaises et sénégalaises ont participé à Emerald Move. L'exercice amphibie leur a permis de tester et d'améliorer leur interopérabilité en matière de transport d'hommes et de matériel en vue d'un débarquement.**

**udre » à la manœuvre**



« Dans ce milieu, plus l'action dure, plus les risques augmentent. La priorité, c'est la sécurité. »

**Ci-dessus et ci-contre :** Malgré la houle, l'opération de porte à porte du chaland au « Foudre » s'effectue sans problème. Les hommes et les véhicules peuvent débarquer au sec sur le radier.

**Ci-dessous :** Les pompes ont rempli d'eau les ballasts du TCD. Le radier recouvert d'environ 1 mètre d'eau peut alors accueillir les chalands. L'eau se retire, les chalands se posent alors au fond du radier. L'exercice est réussi.



SÉBASTIEN LAURENT



SÉBASTIEN LAURENT



PHOTOS : JACQUES TONARD / MARINE NATIONALE

**A**u large des côtes sénégalaises, quatre chalands de transport de matériel (CTM) acheminant des hommes et des véhicules néerlandais se dirigent à vive allure vers le transport de chalands de débarquement (TCD), *Foudre*. « *CTM en visuel* », crie le bosco, patron des manœuvriers, de la plage arrière tribord du *Foudre*. Le TCD participe à l'exercice amphibie européen Emerald Move 2010. Cet après-midi, il doit préparer l'opération du lendemain avec les forces néerlandaises, sénégalaises et françaises. « *Le débarquement va s'effectuer en trois vagues successives*, explique le capitaine Rémy, l'officier embarquement. *La première, composée de la compagnie française devra saisir la plage. La deuxième, sénégalaise, protégera le flanc nord du raid. Enfin la troisième, néerlandaise, mènera un raid. A notre niveau, nous préparerons le chargement des chalands qui partiront les premiers demain matin.* »

Un chaland, avec à son bord des troupes et des véhicules de la compagnie néerlandaise, se présente devant le bassin intérieur, le radier du *Foudre* pour une manœuvre de porte à porte. « *Nous allons transborder des hommes et des véhicules*, explique l'enseigne de vaisseau Cyril Beauvais, chef du service pont. *Une opération délicate, à cause de la houle, qui rend l'ensemble des manœuvres très complexe.* »

« *On est prêt, les gars ! On y va !* », hurle le bosco d'une voix éraillée. Le bruit est omniprésent à l'intérieur du TCD. « *On ouvre la porte du radier !* » Doucement, la porte s'ouvre, laissant l'eau pénétrer. A l'avant du CTM, deux marins guident leur pilote avec leurs bras pour qu'il puisse faire coïncider la porte de son chaland à celle du *Foudre*. Des aussières sont lancées et récupérées par les manœuvriers du CTM pour l'amarrer au *Foudre*. Le porte à porte peut commencer. Les hommes et les véhicules vont être transbordés. « *Come on, here, here !* », presse le responsable du radier. Les soldats néerlandais quittent rapidement à pied le CTM, suivis par deux de leurs Viking (véhicule à haute mobilité). « *Nous avons l'habitude de réaliser ce type d'opération avec des forces étrangères*, explique l'enseigne de vaisseau Cyril Beauvais. *Cela nous permet d'améliorer notre interopérabilité avec les troupes néerlandaises et sénégalaises.* »

Le transbordement des troupes néerlandaises est terminé. Au fond du radier, on se prépare à la deuxième étape du porte à porte : le chargement, dans les CTM, des véhicules français et sénégalais qui seront les premiers à débarquer le lendemain. Un conducteur grimpe à

bord de son véhicule de l'avant blindé (VAB). Le caporal-chef démarre et attend de prendre place sur un chaland. Il est guidé dans sa conduite par un manœuvrier. Les fumées grises des moteurs du chaland et les gaz d'échappement des véhicules emplissent le radier. Le bruit incessant des moteurs empêche toute communication orale. Les manœuvriers et le bosco donnent leurs ordres par signes ou coups de sifflet... En marche arrière, le caporal-chef manœuvre pour monter à bord. Commence alors une phase délicate pour le conducteur du VAB. Sa roue arrière bute contre la porte du chaland, qu'il n'arrive pas à franchir à cause du tangage. « *Qu'il appuie sur la pédale !* », vocifère le bosco ! Aidé par les gestes des manœuvriers du radier, le conducteur, d'un bond, monte enfin à bord du CTM. La moindre erreur de pilotage ou de guidage peut entraîner de gros dégâts, aussi bien au VAB qu'au chaland. Une fois à bord, le conducteur du VAB coupe les gaz. Le CTM peut remonter sa porte et s'éloigner du *Foudre*. Ainsi, tour à tour, les quatre chalands sont rapidement préchargés avec des véhicules français et sénégalais.

Durant toute l'opération, le bosco n'a pas quitté ses hommes des yeux. « *Dans ce milieu, il faut sans cesse être vigilant*, explique-t-il. *Plus l'action dure, plus le risque de commettre une erreur est important ! L'autre soir, nous avons travaillé plus de 15 heures sur une manip' similaire. Dans ces conditions, ma priorité c'est la sécurité !* »

« *On quitte le radier, on commence le ballastage* », crie le bosco. C'est la dernière étape de l'opération. Les quatre CTM vont rentrer avec leur chargement à l'intérieur du bassin du TCD. Des pompes remplissent d'eau les ballasts du bâtiment. Alourdi par l'arrière, le TCD s'enfonce et le radier se remplit d'environ un mètre. Les chalands peuvent alors entrer et sortir du radier. Ce bassin intérieur de 1 732 mètres carrés peut accueillir huit chalands à sec.

A allure réduite, un premier CTM pénètre à l'intérieur du *Foudre*. Secoué par la mer qui s'engouffre par l'arrière, le chaland est amarré aux parois du bassin. Les trois autres le suivent et trouvent leur place. L'opération de déballastage débute. La porte se referme. L'eau se retire progressivement. Les chalands reposent désormais sur le parquet du radier. « *La manip' est finie*, se réjouit le bosco. *Allez, on part se reposer, car demain sera encore une longue journée...* »

■  
Carine Bobbera

O  
L  
E  
F  
T  
R  
O  
R





PETER PARKS/AFP

**1 - Chine**

Soldats chinois lors d'une parade militaire à Pékin.

**2 - Acrobaties**

Les Flèches rouges de la Royal Air Force, l'équivalent de la Patrouille de France, effectuent des acrobaties aériennes.

**3 - Colombie**

Un parachutiste colombien trace des figures dans le ciel avec de la fumée colorée.

**4 - Entraînement**

Des policiers chinois s'entraînent à Pékin.

**5 - Incendie**

Un hélicoptère de lutte contre l'incendie vole dans un brouillard de fumée au dessus d'Athènes.



CHRISTOPHE SIMON/AFP



3

LUIS ROBAYO/AFP



4

ZHANG WEI/AFP



5

ARIS MESSINIS/AFP

**Maurice Gourdault-Montagne, ambassadeur de France au Royaume-Uni**

## « Notre coopération avec le Royaume-Uni vient de connaître un développement sans précédent »

### Dans quel contexte le développement de notre relation bilatérale avec le Royaume-Uni s'inscrit-il ?

La relation franco-britannique, depuis la visite d'Etat du président de la République en mars 2008, est montée en puissance dans de nombreux domaines. Plus que jamais, le Royaume-Uni, si comparable à notre pays et si différent à la fois, est devenu un partenaire global. C'est déjà le cas dans le traitement de la crise économique et financière, dans la gestion du changement climatique, sur les questions de développement. Sur le plan bilatéral, l'achat de *British Energy* par EDF donne à notre relation dans le domaine de l'énergie la dimension d'un géant binational avec la perspective de la construction d'un EPR au Royaume-Uni. Maintenant, c'est le domaine de la défense qui prend une dimension fondamentale.

### Que faut-il retenir du sommet franco-britannique du 2 novembre ?

Avec ce sommet, notre coopération de défense avec le Royaume-Uni vient de connaître un développement sans précédent. C'est le début d'une relation de défense renforcée qui a vocation à s'inscrire dans la durée. A Londres, le président de la République et le Premier ministre britannique ont signé deux traités.

Un traité de défense et de sécurité, pour développer la coopération entre nos forces armées et faciliter leur déploiement conjoint en opérations extérieures, permettre le partage et la mutualisation de matériels et d'équipements (y compris par une interdépendance mutuelle), mettre en place des procédures d'acquisition en concertation, entreprendre la construction d'installations communes, favoriser l'accès mutuel à nos marchés de défense et la coopération industrielle et technologique.

Ils ont également signé un traité particulier dans le domaine des technologies liées à la simulation nucléaire, dans le respect de l'indépendance de nos

dissuasions respectives et de nos obligations internationales.

Avec ces documents, nous disposons désormais de la perspective nécessaire pour enclencher un partenariat dans la durée. Ce traité particulier sur le nucléaire, du fait de la portée des investissements nécessaires, porte sur une période de cinquante ans. Cette perspective était absolument nécessaire pour convaincre les industriels de nos pays d'adhérer à ce projet.



**Maurice Gourdault-Montagne, ambassadeur de France depuis 2007.**

### Quelles raisons ont poussé la France et le Royaume-Uni à un tel renforcement de leur coopération militaire ?

Les Britanniques viennent de terminer leur Revue stratégique de défense et de sécurité, l'équivalent de notre Livre blanc, qui a identifié la France comme un partenaire très important pour le Royaume-Uni, avec les Etats-Unis.

Le Royaume-Uni, comme la France, a choisi de rester une puissance militaire globale. Cela veut dire qu'aucun des deux pays n'est prêt à un abandon de capacités dans le domaine de la défense,

même si les Britanniques ont décidé de l'arrêt de l'aviation de patrouille maritime et de la perte, qui n'est que temporaire, d'un groupe aérien opéré à partir d'un porte-avions.

Le Royaume-Uni est un partenaire naturel pour la France, car nos situations sont comparables. Nous sommes tous deux dotés de l'arme nucléaire ; nous sommes membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ; nous représentons la moitié des budgets de défense en Europe ; les deux-tiers de la recherche de défense, et nous formons donc une masse critique en Europe. Nos intérêts de sécurité sont largement identiques et nous devons faire face aux mêmes menaces. Nous sommes parmi les rares pays occidentaux à être prêts et capables de s'engager pour les missions de combat les plus exigeantes, celles de haute intensité.

Et puis, nous participons tous deux à l'Alliance atlantique, dont la France a rejoint le commandement militaire, avec notamment le poste de Commandant suprême allié pour la transformation. Cela dit, il est un fait que la crise économique, et donc budgétaire, a un impact sur les efforts de défense en Europe, y compris au Royaume-Uni. C'est une incitation supplémentaire, mais ce n'est pas l'objectif principal, qui est d'abord un partage d'objectifs stratégiques dans un monde en évolution et au sein de nos alliances.

### En instaurant une coopération sur les technologies nucléaires, ne touche-t-on pas à la souveraineté nationale ?

Sur le sujet particulier de la dissuasion, notre concept est ancré dans le discours de Cherbourg de mars 2008 du président de la République. Le gouvernement de coalition conservateur-libéral-démocrate a consacré un chapitre de sa Revue stratégique de défense et de sécurité à sa politique nucléaire déclaratoire dans lequel il confirme le renouvellement de

*Les propos exprimés dans cette rubrique ne reflètent que l'opinion de leur auteur.*

sa composante océanique de la dissuasion. Les futurs sous-marins nucléaires lanceurs d'engins resteront basés à Faslane et emporteront les futurs missiles Trident américains selon un format qui garantira une permanence à la mer.

La France et le Royaume-Uni ont ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et coopèrent pour en promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation. Compte tenu de leurs obligations liées aux termes du traité interdisant les explosions nucléaires expérimentales, les deux pays ont

l'Otan a permis de lever certains malentendus. Elle a contribué à renforcer la confiance entre nos deux pays telle que le président de la République l'a voulu lors de sa visite d'Etat à Londres en mars 2008. C'est grâce à cette avancée que nous avons pu envisager les progrès enregistrés lors du dernier sommet et qui nous permettront une interopérabilité optimale – et je n'ai pas dit uniformité –, l'alignement de nos concepts et doctrines ainsi qu'une meilleure optimisation de l'emploi de nos moyens, qui sont comptés.

## Si le Royaume-Uni et la France sont plus forts ensemble, c'est aussi l'Europe qui est plus forte.

besoin de se doter d'installations de simulation pour garantir la crédibilité de leur dissuasion respective. Ces installations leur permettront de s'assurer de la fiabilité et de la sûreté de leurs armes sans réaliser d'essais nucléaires.

Après une analyse conjointe, il est apparu que les besoins techniques et les échéances des deux pays étaient très similaires et qu'un programme commun pouvait les satisfaire pleinement. C'est pourquoi les gouvernements britannique et français ont décidé de s'associer pour construire et exploiter en France une installation de physique expérimentale, ainsi qu'un centre de recherche au Royaume-Uni.

Il ne s'agit que de partager les frais de construction, d'exploitation et de démantèlement. Chaque pays disposera de ses propres créneaux d'utilisation et conservera la pleine souveraineté sur les résultats et les données. Ainsi, nous conservons chacun la force de dissuasion crédible nécessaire pour garantir nos intérêts vitaux et en assurer la viabilité et la sécurité dans le respect du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

### **Le retour de Paris dans le commandement intégré de l'Otan a-t-il été le déclencheur du rapprochement avec Londres ?**

La décision du président de la République de reprendre toute sa place dans le commandement militaire de

### **En 1998, les accords de Saint-Malo avaient permis de relancer l'Europe de la défense.**

**Ce nouveau traité, adopté par le Premier ministre britannique David Cameron et le Président français, Nicolas Sarkozy, le 2 novembre, aura-t-il le même effet ?**

Saint-Malo visait à doter l'Union européenne d'une possibilité d'action autonome. C'était une façon de tirer les enseignements de la guerre en Bosnie. Cet objectif a été atteint et est matérialisé dans le traité de Lisbonne, qui nous en donne les outils comme la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Il appartient maintenant à l'Union européenne de s'organiser de manière efficace, dans le cadre du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Le 2 novembre, le président de la République et le Premier ministre britannique ont décidé de développer la coopération bilatérale de défense entre nos pays, qui sont les deux acteurs européens majeurs. Ils l'ont fait dans l'optique de servir nos intérêts nationaux, mais également ceux de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique. C'est pour cela que le sommet franco-britannique s'est déroulé avant le sommet de Lisbonne, afin de proposer une offre franco-britannique. Cette coopération doit démultiplier l'effet de nos capacités militaires. Si le Royaume-Uni et la France sont plus forts ensemble, c'est aussi l'Europe qui est plus forte. ■ ■ ■



DF

**■ ■ ■ Ce traité marque-t-il un tournant dans la politique anglaise ? Est-ce la fin de la « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis ?**

Sur le plan international, le Premier ministre britannique a redéfini la position de son pays par rapport aux Etats-Unis en constatant que la « relation spéciale », si elle existe encore, n'était plus suffisante et en adoptant vis-à-vis de l'Europe une attitude pragmatique, même si une certaine méfiance

**Comment l'opinion publique britannique a-t-elle réagi à l'annonce de ce nouveau partenariat ?**

Dans un pays comme le Royaume-Uni, où l'esprit de défense est très fort dans toute la société et qui est très attaché à ses forces armées et à son statut international, ce nouveau partenariat a suscité un très grand intérêt. L'ensemble de la presse y a consacré de nombreux articles et n'a pas manqué de rappeler la longue rivalité

positive, certains commentateurs ont même salué un « triomphe du pragmatisme sur l'idéologie » qui permet aux deux pays de conserver leur outil de défense et leur statut international dans un contexte budgétaire dégradé.

**A l'avenir, peut-il se traduire par un niveau d'échange accru entre les forces armées ?**

Nos trois armées disposent depuis une dizaine d'années d'un mécanisme de coordination de la coopération, les lettres d'intention (LOI, en anglais). En 2007, le président de la République et le Premier ministre britannique ont créé le groupe de travail à haut niveau, afin de dynamiser la coopération en matière d'armement et d'encourager la coopération industrielle. Lors du sommet a été annoncée la création d'un corps expéditionnaire inter-armées et conjoint (CJEF), capable de conduire toute la gamme des opérations, y compris celles de haute intensité. Une lettre d'intention signée par les deux ministres de la Défense donne instructions aux deux chefs d'état-major des armées (Cema) d'en assurer la mise en œuvre. Cette lettre d'intention précise également la coopération en termes de conduite des

## Dans tous les domaines, notre pays est appelé à jouer un rôle de partenaire de premier rang du Royaume-Uni.

de nature idéologique demeure. Dans tous les domaines, notre pays, si différent mais tellement comparable par la taille, les engagements et les responsabilités internationales, est appelé à jouer un rôle de partenaire de premier rang du Royaume-Uni. Notre rôle d'acteur global est confronté aux mêmes défis, que nous assumerons d'autant mieux en conjuguant nos forces.

entre nos deux pays, de Guillaume le Conquérant à Nelson : six cents cinquante ans de guerre, sur terre et sur mer et sur tous les continents ! Une fois les accords connus, la presse a compris que ce partenariat ne mettait pas en cause nos souverainetés nationales et renforçait l'Alliance atlantique. Dans l'ensemble, la couverture de presse a donc été très

ANDREW PARSONS/CROWN



**Le 2 novembre 2010, le président de la République française Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron ont signé un accord, renforçant la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines, dont celui de la dissuasion nucléaire.**

# Le quatrième budget militaire mondial

Le 19 octobre dernier, le Premier ministre David Cameron a présenté devant le Parlement un budget de la défense britannique en diminution progressive en volume de 7,5% (en tenant compte de l'inflation), mais en légère augmentation en valeur (hors inflation) jusqu'en 2015. Il stabilise ainsi l'effort de défense britannique au-dessus de 2% du PIB sur la période.

En partant du budget 2010, le plus élevé depuis dix ans, la défense britannique bénéficie d'un arbitrage extrêmement favorable et arrive en troisième position après la santé et l'édu-

cation. Il s'agit d'une victoire personnelle du ministre de la Défense, Liam Fox, qui a donné toutes ses forces dans la bataille budgétaire.

Hors pensions et incluant le coût des Opex (1), la défense britannique disposera d'une enveloppe annuelle de 37 Md£ (42 Md€ pour un taux de change de 1,15) jusqu'à la fin de la législature.

Le Premier ministre a affirmé que les opérations en Afghanistan resteraient prioritaires et que les conclusions de la Strategic Defence and Security Review (SDSR) en avaient tenu

compte. Il ne s'agit donc que de la première étape de la réforme de l'outil de défense britannique, une deuxième interviendra post-Afghanistan (probable en 2015). En 2015, l'Army représentera 65% des effectifs totaux mais aura perdu 40% de ses blindés lourds; la Royal Navy alignera 19 frégates et 7 sous-marins nucléaires d'attaque mais elle devra attendre 2020 pour disposer d'un porte-avions avec catapultes et brins d'arrêt et des premiers Joint Strike Fighter (JSF). La RAF perd ses Harrier et ses Nimrod immédiatement et doit proposer une transition pour la

flotte de Tornado et de C130 remplacés par les JSF et l'A400M. En 2020, les derniers militaires britanniques auront quitté l'Allemagne (17000 aujourd'hui). Quant aux objectifs 2015 de réduction de format, ils vont concerner 17000 militaires et 25000 civils (30%), sans que les modalités (réduction ou externalisation ?) soient aujourd'hui connues. Autant dire qu'une importante réforme de l'organisation du ministère de la défense britannique se prépare, en particulier pour tout ce qui concerne les processus d'acquisition de matériel.

1. Les Opex restent financées sur la réserve gouvernementale.

opérations et de préparation de l'avenir, qu'il s'agisse d'entraînement, de commandement ou de définition d'objectifs d'état-major communs. Elle va donc permettre aux Cema d'optimiser l'emploi des moyens de chacun de nos pays, tout en conservant notre indépendance nationale. Du côté des programmes de défense, le Royaume-Uni est déjà le premier partenaire

de la France dans le domaine de la recherche de défense, avec plus de 140 millions d'euros de projets communs. Cette dimension est essentielle pour préserver les capacités industrielles à même de répondre de façon souveraine aux besoins futurs de nos armées. A l'occasion du sommet du 2 novembre, nous avons lancé des initiatives nouvelles et potentiellement

structurantes pour l'Europe de la défense dans les domaines des drones, de la guerre des mines et des missiles. D'autres sont à l'étude. Nous devons agir en investisseurs avisés, coordonner nos efforts et encourager les rationalisations industrielles là où cela a du sens.

## Ce pas vers le Royaume-Uni ne nous éloigne-t-il pas de l'Allemagne ?

Cette coopération avec le Royaume-Uni n'est pas exclusive de celle que nous avons avec l'Allemagne, qui demeure un partenaire fondamental pour la France. Nous avons des liens étroits dans de nombreux domaines de défense, à commencer par EADS, la brigade franco-allemande, le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité (CFADS), et un projet dans le cadre du Triangle de Weimar avec la Pologne pour la mise en place de « Battle Group ».

Nous avons également des coopérations très importantes avec l'Italie. Nos partenaires européens, comme les pays nordiques ou le Benelux, coopèrent entre eux. C'est en multipliant ce type de coopérations que nous renforçons l'Europe. Ce que nous avons fait peut d'ailleurs servir de modèle pour d'autres partenaires.

Propos recueillis par Samantha Lille



Un instructeur au centre d'entraînement au combat (Centac) durant un debriefing avec un chef de groupe des Scots guards à la fin d'un exercice.

# BdD : vers une culture du soutien

**Le 23 novembre dernier, une Convention-débat s'est tenue à l'Ecole militaire à Paris pour aborder le soutien et sa mise en pratique au sein des bases de défense (BdD), à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Intervenants et acteurs de terrain, souteneurs et soutenus, sont venus témoigner et partager leurs expériences.**

**D**ernier point d'étape avant la généralisation des bases de défense (BdD) au 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'état-major des armées (EMA) a organisé une Convention du soutien le 23 novembre dernier à l'Ecole militaire (Paris). Cette journée avait pour ambition d'aborder de façon concrète le soutien et sa mise en pratique sur le terrain dès le début 2011. Elle était bâtie autour de quatre tables rondes qui ont permis d'affirmer les mots d'ordres opérationnels de cette transformation : efficacité, confiance, performance et unité. Hautes autorités de la Défense, acteurs du soutien, responsables et personnels de formations soutenues, représentants étrangers, en tout 34 intervenants sont venus partager leur expérience avec les 600 militaires et civils, futurs « souteneurs » et « soutenus », présents dans le public. L'occasion pour tous d'échanger de façon dynamique sur les étapes franchies, le chemin qui reste à parcourir et les interrogations qui persistent. Cette convention-débat animée par Philippe Leclerc, a donné lieu à des jeux de questions/réponses sans tabous avec le public. Ouvrant la journée, le général Eric Rouzard, commandant interarmées du soutien (Comias), a sensibilisé les acteurs du soutien à leur mission d'information :

*« Lorsque seront mises en œuvre les 60 BdD en métropole, outre-mer et à l'étranger (qui viendront s'ajouter aux 18 bases expérimentales et pilotes), vous serez le relais, chacun à votre niveau, pour expliquer comment nous allons fonctionner et les résultats que nous obtiendrons. »*

Pour appuyer la manœuvre de la transformation, l'EMA a mandaté la société

en place et à la valorisation individuelle des efforts conséquents demandés.

La première table ronde, « Soutenir autrement », a permis de brosser le paysage global de la nouvelle organisation du soutien. Le général Jean-Louis Vergez, commandant du centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS) et adjoint du Comias, a rappelé les enjeux de rationalisation liés à la mise en œuvre des BdD, affirmant que

*« l'architecture de l'administration militaire, par sa mutation, se recentre sur son cœur de métier. Le soutien se professionnalise pour être exercé de façon optimale. »* Une transformation mise en perspective par les modèles britannique et allemand expliqués au public par des officiers de nos deux voisins européens, qui, dans des styles différents (la défense allemande parie sur l'externalisation, et la Grande-Breta-



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

**Le général Eric Rouzard, commandant interarmées du soutien ouvre les échanges de la Convention, animée par Philippe Leclerc.**

Bearing Point pour réaliser une enquête permettant d'évaluer la perception du personnel sur le dispositif des BdD et son évolution. Comme l'explique, André Estignard, son président, à l'heure actuelle *« le personnel adhère à plus de 70 % aux objectifs de la réforme et estime que la réduction des effectifs est aujourd'hui incontournable »*. En revanche, cette étude montre que des inquiétudes subsistent quant au rythme soutenu de la transformation, à l'efficacité des mesures mises

en place et à la valorisation individuelle des efforts conséquents demandés.

La mutation du soutien des armées induit de nouvelles méthodes de travail et un nouveau relationnel, une concrétisation de la « culture interarmées » dont chacun doit s'imprégner. C'était l'objet de la deuxième table ronde portant sur le « Nouvel exercice des métiers du soutien ». Le commandant Jean-Marc Nicodème, chef du service des ressources humaines du groupement de soutien de la base de défense

(GSBdD) de Creil, explique que « l'interarmisation des équipes engendre un changement fondamental des mentalités, qui génère une polyvalence nouvelle. C'est par une bonne connaissance mutuelle et la mise en place de référentiels communs que les relations se décroïsonneront. Et même si, de l'avis de tous, il y a encore beaucoup de travail, cela fonctionne, L'acculturation est en marche. »

L'« interarmisation » du travail dans les structures du soutien impose de simplifier et d'harmoniser les processus et les procédures. Pour ce faire, un outil a été récemment développé : le logiciel Sillage. « Sillage c'est un outil fédérateur dédié à la centralisation des demandes des formations soutenues, explique le général Vergez. Il permet la traçabilité de la demande et empêche ainsi la perte d'information. » Le général Bertrand Lahogue, adjoint à la Direction générale des systèmes d'information et de communication du ministère (DGSIC), ajoute qu'« en se dématérialisant, les échanges deviennent instantanés, ce qui améliore l'interaction. » Après une période d'expérimentation à Monthéry et une première vague de déploiement dans les BdD pilotes, Sillage sera mis en place dans toutes les bases de défense courant 2011. Il entrera alors dans le quotidien de 25 000 utilisateurs.

### **S'impliquer à tous les échelons**

Le changement est donc aujourd'hui bien amorcé. Comment le mener dans les meilleures conditions ? C'était l'objet de la troisième table ronde, « Conduire le changement : les clés du succès ». Exercice complexe, la conduite du changement conditionne en grande partie la réussite d'une réforme. C'est l'idée que sont venus exprimer François-Daniel Migeon, directeur général de la modernisation de l'État (DGME), et Denis Duchesne, directeur de service dans le groupe PSA Peugeot Citroën. « L'adhésion est difficile à acquérir, car il existe une résistance naturelle au changement. La fusion Peugeot/Citroën commencée en 1974 a mis vingt ans à se faire, car il n'y avait pas un réel élan. C'est lorsqu'une nouvelle direction, dans les années 2000, a diffusé ses objectifs de façon transparente, en communiquant ensuite sur des résultats rapides et indiscutables, que l'adhésion du personnel s'est accélérée. » Tout le monde, à tous les ■ ■ ■

### **Pouvez-vous rappeler la place et le rôle du Comias au sein des forces ?**

Le commandant interarmées du soutien (Comias), également sous-chef d'état-major soutien, exerce son action au profit de l'ensemble des organismes et des formations du ministère : il commande l'administration générale et les soutiens communs (AGSC) et coordonne les soutiens spécialisés (santé, carburants, commissariat, etc.). Le Comias dispose du centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS) pour

### **3 questions au général Eric Rouzaud, commandant interarmées du soutien**

commander les BdD et s'appuie sur les états-majors de soutien défense (EMSD).

Mes priorités sont simples : permettre à nos forces d'assurer leurs missions en opérations extérieures et missions intérieures. A ce titre, le chef d'état-major des armées me confiera un contrat de projection. Deuxièmement, garantir le soutien nécessaire à chacun pour qu'il exerce dans de bonnes conditions son activité, qu'elle soit courante ou de circonstance.

### **Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011 la nouvelle carte territoriale sera mise en œuvre. Dans ce cadre, quelles seront les grandes étapes de l'année 2011 en matière de soutien ?**

Nous allons entrer dans un « monde nouveau ». Pour autant, ce ne sera pas la révolution dans la nuit du 31 décembre ! Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, toutes les BdD existeront mais elles n'atteindront leur dimension de plein exercice qu'à l'été 2011, une fois que les 30 000 nouveaux postes si difficiles à décrire auront été armés. Dès janvier, des processus harmonisés et des procédures simplifiées fluidifieront l'action des BdD et l'arrivée des systèmes d'information améliorera la performance du soutien. Les EMSD exerceront un rôle d'appui et de coordination essentiel.

### **Quel est le message que vous souhaitez transmettre aux futurs acteurs du soutien et au personnel qui bénéficiera de ce soutien, afin de leur permettre d'entrer sereinement dans cette année charnière ?**

Cette transformation est profonde, elle posera inévitablement des difficultés. Il appartiendra à chacun de trouver des solutions en faisant preuve d'audace, de dynamisme et de pragmatisme. Cette transformation ne réussira pas si l'on ne se fait pas confiance. Soutenants et soutenus doivent apprendre à se connaître et cultiver cette proximité. La communauté du soutien qui se crée n'est pas une « 4<sup>e</sup> armée ». Elle a sa mission, tournée vers les opérations et les opérationnels. Tout ne va pas parfaitement marcher du premier coup, mais nous avons tous les atouts pour réussir. Alors, allons de l'avant !



JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

**La Convention a été l'occasion de faire le point sur le chemin qui reste à parcourir et sur les interrogations qui demeurent.**

■ ■ ■ échelons, doit donc se sentir impliqué par le grand mouvement de la réorganisation. C'est le message délivré par les grands représentants d'unités opérationnelles lors de la dernière table ronde : « Le soutien : une dynamique d'ensemble ». Avec le Secréta-

riat général pour l'administration (SGA) et la Direction générale de l'armement (DGA), ils ont témoigné, de la nécessaire cohésion de la totalité des entités du ministère dans cette transformation. Car « cette réforme est loin d'être figée », a affirmé Christian

Piotre, secrétaire général pour l'administration, dans son discours introductif aux tables rondes. *C'est une dynamique qui invente et se construit chaque jour au fil de sa mise en œuvre.* »

A l'issue des tables rondes, les échanges ont continué parmi le public. « *A l'approche du passage au nouveau système, ce rendez-vous était nécessaire*, estime le colonel Grisolle, commandant de la BdD expérimentale de Marseille. *Les interlocuteurs ont globalement répondu à nos interrogations. Et nos questions ont souligné les points qu'il reste à clarifier comme la définition claire des responsabilités des commandants de bases par rapport à celles qui étaient, jusqu'ici, exercées par les états-majors de régions.* »

C'est au major-général des armées, le général Pierre de Villiers, qu'est revenu l'honneur de ponctuer la convention. Prônant « *un état d'esprit commun d'équipe, d'initiative et de performance* », il a conclu sur une citation de Saint-Exupéry : « *Dans la vie, il [...] y a des forces en marche et les solutions suivent. Vous êtes ces forces en marche.* » ■

**Cynthia Glock**

## Vous êtes en deuxième préparation du CID...

**AUGMENTEZ VOS CHANCES DE RÉUSSIR EN VOUS INSCRIVANT À NOTRE PRÉPARATION**  
Début des cours en décembre



[www.revue-d-etudes.fr](http://www.revue-d-etudes.fr)  
Tél. : 01 57 14 05 70

Les cours par correspondance de la Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous mèneront au succès !

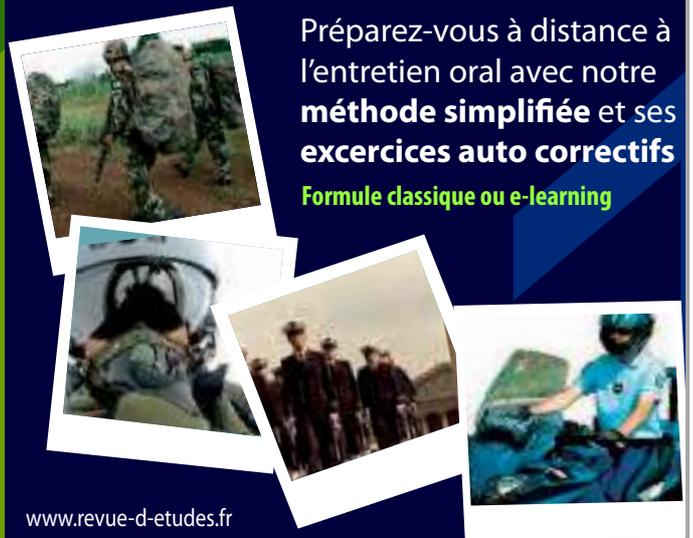


20 rue de l'Arcade 75008 Paris  
[contact@revue-d-etudes.fr](mailto:contact@revue-d-etudes.fr)



## Vous êtes admissible à un concours...

Préparez-vous à distance à l'entretien oral avec notre **méthode simplifiée** et ses **exercices auto correctifs**  
Formule classique ou e-learning



[www.revue-d-etudes.fr](http://www.revue-d-etudes.fr)  
Tél. : 01 57 14 05 70

Les cours par correspondance de la Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous mèneront au succès !



20 rue de l'Arcade 75008 Paris  
[contact@revue-d-etudes.fr](mailto:contact@revue-d-etudes.fr)



# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

# Ecole de chasse : Français et

**L'Ecole de transition opérationnelle (ETO) de Cazaux forme depuis six ans les pilotes des deux pays. Une mise en commun de la formation et des moyens qui pourrait intéresser d'autres nations européennes.**



**Les pilotes s'entraînent sur Alphajet, un appareil en service en France et en Belgique.**



# Reportage

## Belges mutualisent la formation

**C'**est une première : un officier étranger, le lieutenant-colonel belge Guy Jacquemin, vient d'être nommé à la tête de l'Ecole de transition opérationnelle (ETO) qui forme à Cazaux, en Gironde, les futurs pilotes de chasse de l'armée de l'air. Une première, mais pas une surprise. « En 2004, la France et la Belgique ont créé une coopération pour la formation des pilotes de chasse nommée l'AJeTS (Advanced Jet Training School), rappelle le lieutenant-colonel Jacquemin qui, avant de commander l'ETO, en a été successivement le chef des opérations, puis le commandant en second. Née d'une volonté politique de Paris et de Bruxelles, l'AJeTS a l'ambition de mutualiser des moyens (humains, matériels et économiques) et des méthodes des deux pays dans le domaine de la formation des pilotes de chasse. Depuis six ans, nous formons nos pilotes ensemble sur un appareil d'entraînement : l'Alphajet, commun à nos deux pays. » L'ETO

dispose ainsi de 32 de ces appareils répartis au sein de deux escadrons. L'escadron 2/8 Nice est armé d'Alphajet Plus belges modernisés, c'est-à-

dire dotés notamment de centrale inertielle hybridée GPS, d'une visualisation des commandes « tête haute » et de commandes HOTAS

(Hands-On Throttle And Stick, ou « mains sur manche et manette ») comparables à l'environnement présent dans le cockpit des chasseurs modernes. L'escadron 1/8 Saintonge est constitué d'appareils français non modernisés qui seront remplacés, à partir de 2011, par des Alphajet Plus français, en cours de livraison. « Cette mutualisation de gestion des coûts est d'autant plus intéressante qu'une heure de vol au sein de

*l'AJeTS est tarifée 7000 euros tout compris », note le lieutenant-colonel Jacquemin.*

Les pilotes stagiaires belges (une dizaine) et français (une soixantaine) arrivent de l'école de chasse de Tours, où ils ont obtenu leur brevet de pilote de chasse en totalisant une centaine d'heures. A l'ETO de Cazaux, la dernière phase de leur apprentissage, ils vont apprendre pendant environ six à huit mois le cœur même de leur futur métier : le combat aérien (air-air et air-sol) avant d'intégrer des unités opérationnelles. La formation, sélective, met rapidement le futur pilote en situation réaliste.

8 heures. Salle de briefing de l'escadron 2/8 Nice. Un jeune officier belge s'applique à réaliser un tracé de navigation sur une carte aéronautique. Sa mission d'exercice : détruire une usine d'assemblage de chars. Trois heures avant l'attaque de l'objectif, il a reçu ses ordres sous la forme d'un *air task order* où sont indiqués le cadre tactique, des coordonnées, une description d'objectif et le point d'impact principal désiré. Il doit bâtir sa mission en gérant de nombreux paramètres comme sa consommation en carburant ou les menaces anti-aériennes, le tout en respectant un timing précis à la minute près.

Tout à sa concentration, on peut déjà lire une certaine tension sur son visage. Mais les choses sérieuses commencent une fois dans le ciel. Vol en formation de combat aérien, attaques air-air, air-sol, tirs d'obus et de bombes réalisés sur champ de tir, le panel des savoir-faire à acquérir est large. Le stagiaire doit en plus assimiler les procédures de secours et les nombreux cas de figure de pannes en vol. « On passe rapidement des vols de jour à des vols ■ ■ ■

**Les stagiaires (10 Belges et 60 Français) sont formés pendant huit mois au combat air-air et air-sol. Ils intégreront ensuite des unités opérationnelles.**



PHOTOS : L. CHAUDRU / BA 120





**Ci-contre :**  
**Les Alphajet Plus belges arment l'escadron 2/8 Nice.**  
**Ci-dessous :**  
**Le lieutenant-colonel belge Guy Jacquemin est commandant de l'ETO.**

■■■ *crépusculaires, puis à des vols de nuit pendant lesquels on ne voit plus la silhouette de l'Alphajet leader, raconte un stagiaire. La pression monte encore d'un cran lorsque l'on nous impose une panne radio, une situation qui s'est présentée lors de mon dernier vol de nuit.* »

Cette pression est nécessaire car, après Cazaux, les pilotes devront passer d'un avion d'entraînement à un avion de guerre. « Ils auront à gérer des missions de plus en plus complexes et à intégrer le plus rapidement possible les différences entre le système de navigation relativement simple de l'Alphajet et celui beaucoup plus complexe d'un Rafale, d'un Mirage 2000 ou Mirage F-1 pour les Français, ou d'un F-16 pour les Belges », analyse un officier instructeur. Triés sur le volet, les instructeurs belges et français sont affectés à Cazaux pour une durée de trois ans environ durant laquelle ils encadrent les pilotes stagiaires. « Nous avons tous au moins six ans d'expérience en escadron opérationnel et, derrière nous, de nombreuses missions opérationnelles, notamment en Afghanistan, commente l'un d'entre eux. Notre tâche est double. D'abord vis-à-vis des stagiaires, que nous devons amener progressivement à gérer la technique du combat aérien et le stress psychologique qui l'accompagne. Ensuite vis-à-vis des unités aériennes qui comptent sur nous pour leur "livrer" des pilotes immédiatement opérationnels. »

L'une des forces de la coopération franco-belge est d'avoir trouvé le juste équilibre entre l'aguerrissement indispensable à la formation des pilotes et la pédagogie. Celle-ci consiste essentiellement en une formation des instructeurs à l'analyse et l'exploitation des ressources humaines chez les stagiaires. « Nous avons créé récemment une antenne interne de contrôle de la qualité qui veillera à la standardisation de l'enseignement des instructeurs, révèle le lieutenant-colonel Jacquemin. Elle s'appelle d'ores et déjà "antenne de standardisation et d'évaluation-Cazaux." »

Six ans après son lancement, l'AJeTS, qui a su tirer profit de la synergie en besoins et en moyens de deux armées de l'air équipées d'un avion d'entraînement similaire, satisfait pleinement les états-majors belges et français. Et l'idée de former des pilotes en commun commence à intéresser d'autres partenai-

## L'ETO s'ouvre à l'international

**Des pilotes stagiaires qataris suivront la « formation chasse » à l'escadron 1/8 doté d'Alphajet non modernisés au titre de la coopération militaire de défense franco-qatarie (totalement indépendante de la Belgique). Les quatre futurs pilotes ont suivi la formation de base de pilotage à Cognac, puis ils ont intégré celle de Tours, avant de rejoindre l'ETO très dernièrement. De retour dans leurs pays, ils voleront sur des Alphajet et des Mirage 2000.**

res. Dans la perspective d'une éventuelle mutualisation des moyens aériens au service de la défense européenne, l'AJeTS accueille déjà aujourd'hui des instructeurs italiens, des stagiaires allemands et espagnols. « Nous visons à mettre en place une formation qui puisse satisfaire nos différents clients, explique le lieutenant-colonel Jacquemin. Pour y parvenir, nous avons créé, en septembre 2008, un parcours pédagogique qui comprend deux troncs de formation : un tronc commun suivi par tous les stagiaires et à l'issue des modules optionnels, qui offrent à chaque client de choisir une ou plusieurs spécialisations, soit dans la défense aérienne, soit dans le domaine air-sol, ou encore un modèle combiné. » Mais à ce stade, si des pays se montrent intéressés par l'idée d'un programme de formation commun, il n'y a pour l'heure aucune planification arrêtée en vue d'un futur appareil d'entraînement européen. L'Espagne vient de remplacer sa flotte de F-5 et l'Italie vient de se doter d'un nouvel appareil MB-346. Néanmoins, un futur centre européen des pilotes de combat (Advanced European Jet Pilot Training, AEJPT) devrait voir le jour en 2016 si d'autres pays, notamment l'Autriche, la Finlande, la Grèce, le Portugal, la Finlande, la Suède, l'Espagne et l'Italie, confirment leur intérêt pour le projet. Le processus de convergence est amorcé, restent encore quelques pas supplémentaires à franchir sur le chemin d'une école de la « Chasse » made in UE. ■



**Virginie Sandrock**

# **ARMÉES** D'AUJOURD'HUI

# Sécurité et défense européenne

## Le Collège dispense une vision commune

**Le Collège européen de sécurité et de défense, qui vient de fêter son cinquième anniversaire, poursuit sa mission de développement d'une politique commune de sécurité et de défense entre les 27 Etats membres de l'UE, en proposant des formations destinées aux civils et aux militaires.**

**E**n septembre dernier, le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) a célébré à Bruxelles son cinquième anniversaire. Né sous l'impulsion de la France, appuyée par l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, sa création a été approuvée dès 2003 par le Conseil de l'Union européenne (UE), qui souhaitait développer une culture européenne de sécurité et de défense entre les Etats membres. Le CESD, lancé officiellement le 18 juillet 2005, est placé de fait sous la tutelle du Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui porte dans ses attributions la charge d'impulser et de coordonner la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) des 27.

Le CESD a pour mission de promouvoir et de diffuser cette politique à l'aide de formations destinées à des auditeurs civils (diplomates, ambassadeurs, juristes, hauts fonctionnaires...) et militaires (lieutenants-colonels, colonels, généraux ou grades équivalents) sélectionnés par les Etats membres. « *Le Collège facilite la standardisation du contenu et de la qualité de l'enseignement sur la PSDC, qui jusque-là étaient le fait d'initiatives individuelles des Etats membres, sans réelle coordination, tant sur la forme que sur le fond* », constate le lieutenant-colonel belge Dirk Dubois, responsable des études au CESD.

Pour réaliser cette tâche en l'absence d'infrastructures propres, le CESD s'appuie sur une contribution volontaire des Etats membres. Pour créer et conduire ces formations, un réseau européen d'établissements d'enseignement a été constitué. Ainsi, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) en France, comme l'Austrian Institute for European and Security Policy en Autriche ou le Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional en Espagne organisent les cours du Collège, en étroite collaboration avec les ministères des Affaires étrangères. « *Le réseau fonctionne bien car tous les instituts partagent les mêmes intérêts pédagogiques*, souligne Jacques Walch, de la direction

## Formations à la carte

### Cours à distance

Le secrétariat du CESD a mis en place sur son site [www.esdc.mil-edu.be](http://www.esdc.mil-edu.be) un système d'apprentissage à distance par Internet (IDL) pour permettre aux futurs participants d'avoir un niveau de connaissances plus homogène dès le départ. Ils peuvent ensuite suivre les formations, mêlant travaux de groupe

et conférences animées par des fonctionnaires de la Commission européenne, des officiers de l'état-major de l'Union européenne, des diplomates, des professeurs d'université, des chercheurs, etc.

### Le cours d'orientation

Organisé quatre à cinq fois par an, le cours d'orientation se

déroule sur une semaine, soit à Bruxelles, soit dans la capitale d'un Etat membre de l'UE. Il regroupe généralement environ 70 auditeurs, civils et militaires. Occupant des postes à responsabilités (officier supérieur ou équivalent civil), ils sont issus de l'UE et, sur invitation, de pays hors UE ou d'organisations internationales. Ce cours s'adresse

aux personnes souhaitant acquérir une connaissance de base de la PSDC, de ses enjeux et de ses mécanismes.

### Le cours de haut niveau

Ce cours se déroule une fois par an, de septembre à juin, dans différentes capitales européennes. Il reçoit près de 70 participants (niveau colonel ou équi-



DR

**Un réseau européen d'établissements a été constitué pour créer et conduire les formations.**

des activités internationales à l'IHEDN. *Nous sommes tous d'accord sur le contenu des formations et le budget qui leur est consacré.* » Pour fédérer et animer ce réseau, le CESD dispose de deux structures non permanentes : le conseil académique exécutif, composé des représentants des établissements d'enseignement, et le comité directeur, représentant les Etats membres de l'UE. Le premier garantit la qualité et la cohérence des cours. Le second donne une direction politique au Collège en choisissant, par exemple, les établissements membres du réseau. Il est également chargé de la coordination et de la direction de la formation. Ces deux entités sont assistées par un secrétariat permanent, localisé à Bruxelles.

Côté financement, *« il n'y a pas de budget dédié au Collège »*, précise le lieutenant-colonel Dirk Dubois. Les Etats prennent en charge les frais de leur personnel, intervenants ou auditeurs. *« Au départ, les Etats à l'origine du projet souhaitent créer une véritable agence, avec un bureau, un budget... »*, concède Guillaume de La Brosse, membre français du comité directeur du CESD. *Certains Etats s'y sont opposés, craignant un doublon avec le Collège de l'Otan. Nous avons alors opté pour ce compromis.* » En 2008, le conseil académique exécutif du CESD s'est également vu confier la mise en œuvre de l'initiative européenne pour les échanges de jeunes officiers par le Comité politique et de sécurité. Un *implementation group* (groupe de mise en ■ ■ ■

valent civil) venus des 27 Etats membres, des différentes institutions de l'UE ainsi que des pays en voie d'accession ou candidats. Les auditeurs qui participent à cet enseignement sont ou seront susceptibles de tenir des fonctions dans le domaine de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

**Les cours spécifiques**  
Ces cours spécialisés complètent l'offre de formation du CESD. Ils traitent de thématiques précises comme les procédures de planification des missions et opérations de l'UE ou la réforme des systèmes de sécurité (RSS) dans le cadre des missions de l'UE. Ils sont ouverts aux personnels militai-

res et civils de l'UE à raison de un à deux participants par Etat.

**Des formations qualifiantes**  
Chaque formation est sanctionnée par la remise d'un certificat du Collège reconnu par les Etats membres et les institutions de l'UE. Quant aux militaires, ils obtiennent, à l'issue du cours haut niveau, l'équivalence de

l'EMS 3 (diplôme d'enseignement militaire supérieur de 3<sup>e</sup> degré), correspondant en France à celui obtenu après un cursus au Centre des hautes études militaires. Plus de 2 300 ressortissants (dont 112 Français) des Etats membres de l'UE mais aussi des pays en voie d'adhésion et, occasionnellement, de pays tiers ont été formés par le CESD.

■ ■ ■ œuvre) a été constitué afin de mener à bien cette mission, en permettant notamment la concertation des grandes écoles militaires de formation initiale.

Ce projet, proposé sous la présidence française de l'UE et inspiré de l'Erasmus civil (échange d'étudiants entre universités européennes), vise à « favoriser l'échange d'élèves et d'enseignants entre des centres de formation militaire », explique le lieutenant-colonel Jean-Marc Dulou, officier en charge du projet au sein de la division des ressources humaines de l'état-major des armées. L'objectif est aussi de donner une vision commune de la PSDC à travers une formation adaptée aux jeunes. Elle a été élaborée par le CESD et mise à la disposition de toutes les académies militaires souhaitant organiser un échange. D'autres formations ont été spontanément créées par des Etats, comme Peace Support Operation

(opération de maintien de paix). Ce module de six semaines a été conçu par l'Autriche avant d'être validé par le Collège. Ces échanges ne peuvent être que de courte durée, pour l'instant. « En France, les élèves sortent des grandes écoles militaires avec un diplôme d'ingénieur ou un master, contrairement à la Grande-Bretagne, où la scolarité militaire ne dure qu'un an. Par conséquent, la formation acquise à l'étranger ne peut que s'ajouter à celle déjà faite au niveau national, et non la remplacer », commente le lieutenant-colonel Dulou. Les modules ne peuvent pas être allongés ; En revanche, ils peuvent être multipliés afin de créer de véritables liens entre officiers par le biais de rencontres récurrentes.

Si des accords bilatéraux existaient déjà entre certains pays, l'initiative a permis des échanges simplifiés et élargis. En France, les Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan, l'Ecole de l'air de Salon-de-Provence et l'Ecole navale de Brest y participent : cette année, sept Français ont suivi une formation d'une semaine sur la PSDC

en Espagne, dans les académies militaires de Saragosse (armée de terre), de Marin (marine) et de San Javier (armée de l'air). Des étudiants de 14 nationalités étaient présents.

Pour la promotion de la PSDC, le Collège a des idées mais, « s'il fait l'unanimité sur son utilité, il souffre de l'inadéquation de ses ressources et de ses besoins », estime le lieutenant-colonel Emmanuel Houdré, officier traitant du bureau Union européenne

à l'état-major des armées. Reste au CESD à convaincre les Etats membres de l'UE qu'il a besoin de moyens supplémentaires.

« Dans un environnement où d'autres collèges européens existent en matière de sécurité, comme celui de la police (CEPOL), dans le Hampshire (Grande-Bretagne), et qui bénéficient déjà de financements, ce n'est pas simple, estime Jacques Walch. D'autant que l'aspect militaire de la sécurité européenne est parfois considéré comme

secondaire pour nombre de nos partenaires, y compris en France. C'est pour cela que le CESD essaie d'attirer dans ses formations les membres d'autres ministères que celui de la Défense, comme celui des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Economie... » Le Collège va donc devoir affirmer la valeur de ses formations, au-delà de la défense, dans le domaine plus global de la sécurité.

**Nelly Moussu**



**Des intervenants, militaires et civils, animent les sessions de cours.**

ministères que celui de la Défense, comme celui des Affaires étrangères, de la Justice, de l'Economie... » Le Collège va donc devoir affirmer la valeur de ses formations, au-delà de la défense, dans le domaine plus global de la sécurité.



## VOIR SUR LE NET

**Pour en savoir plus :**

[www.esdc.mil-edu.be](http://www.esdc.mil-edu.be)

<http://www.defense.gouv.fr/das/rerelations-internationales/l-europe-de-la-defense>

## La Politique de sécurité et de défense commune

La Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) fait partie intégrante de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne. Ses objectifs, définis par l'article 42 du traité de Lisbonne, stipulent que l'UE peut

avoir recours à des moyens civils et militaires en dehors de l'Union « afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies ». Sans

remettre en cause le caractère spécifique des politiques de sécurité de chaque Etat membre, (notamment dans le cadre de l'Otan, dont 21 pays de l'Union sont membres), la PSDC poursuit également l'objectif, à terme, d'une défense commune. L'opé-

ration Atalante de lutte contre la piraterie en Somalie ou la mission civile Eujust Lex de formation de juges, magistrats et policiers en Irak sont deux exemples parmi une quinzaine conduites au titre de la PSDC.



# Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

# Abonnez-vous !

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom ..... Grade ou fonction .....

Adresse ..... Localité ..... Code postal .....

### Renseignements statistiques

Âge ..... Profession ..... Secteur d'activité ..... Nom de l'entreprise .....

Abonnement souhaité

Normal  Spécial\*  France  Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an  2 ans Nombre d'exemplaires

\* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : [routage-abonnement@ecpad.fr](mailto:routage-abonnement@ecpad.fr)

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

# ARMÉES D'AUJOURD'HUI

# OTAN

« **U**n grand succès » pour le secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen, un « *sommet important et positif* », selon Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, les dirigeants alliés ne cachent pas leur satisfaction.

A Lisbonne, les pays membres de l'Alliance ont su engager des réformes ambitieuses. Nouveau concept stratégique, bouclier antimissile, partenariat durable avec l'Afghanistan et relance des relations Otan-Russie, l'Alliance se veut plus efficace, prête à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette rénovation passe d'abord par l'adoption d'un nouveau concept stratégique. C'est au sommet de Strasbourg-Kehl, le

4 avril 2009, que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance avaient chargé le secrétaire général d'élaborer un nouveau texte, le précédent datant de 1999. Le concept stratégique constitue l'énoncé officiel des objectifs de l'organisation. Il lui donne les moyens de répondre aux défis de sécurité et il guide son évolution politique et militaire future.

**Nouveau concept stratégique, bouclier antimissile, relations avec la Russie, partenariat avec l'Afghanistan... Les ambitieuses réformes engagées au sommet des 19 et 20 novembre sont à la hauteur des enjeux du siècle à venir.**

Avec le nouveau document, d'une dizaine de pages, les relations entre l'Alliance et l'Union européenne, qui est désormais décrite comme un partenaire unique et essentiel, sortent renforcées. La coopération avec la Russie est également approfondie pour créer un espace commun de paix, de sécurité et de stabilité.

Le texte réaffirme également que la défense collective constitue la mission première de l'Alliance. Il prend en compte les grandes évolutions qui ont affecté l'organisation et son environnement stratégique depuis dix ans et s'adapte aux nouvelles menaces : missiles, prolifération, cyber-attaques ou encore terrorisme.

Dans cet environnement incertain, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de développer une capacité de défense antimissile pour protéger les populations et les territoires. Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a néanmoins tenu à préciser que ce bouclier ne se substituerait pas à la dissuasion nucléaire, mais qu'il agirait comme un complément. « *La dissuasion nucléaire, c'est notre assurance-vie, c'est la garantie que nous pourrions défendre nos intérêts vitaux* », a-t-il expliqué à l'issue de la réunion. De son côté, le président russe, Dmitri Medvedev, a accepté, lors du conseil Otan-Russie – qui s'est tenu pendant le sommet –, d'étudier la possibilité d'une coopération sur ce projet de défense antimissile. S'agissant de la réforme de l'Otan, les Alliés ont défini le cadre d'une nouvelle structure de commandement qui répond aux ambitions de l'organisation de manière plus

## Lisbonne : un sommet hi





DOMINIQUE FAGET/AFP



OTAN



OTAN

**A gauche : Les présidents russe Dmitri Medvedev, américain Barack Obama et français Nicolas Sarkozy, et Alain Juppé, ministre de la Défense, lors du conseil Otan-Russie, qui s'est tenu pendant le sommet. A droite : Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, et Alain Juppé.**

efficente sur le plan des coûts. « Il va être mis un terme à une forme de gabegie, que la France avait dénoncée à d'innombrables occasions », s'est félicité Nicolas Sarkozy. Les effectifs militaires seront réduits d'un tiers, le nombre des agences passera de 14 à 3, et 60 % des comités seront supprimés. Ces changements permettront d'alléger la structure de commandement tout en la rendant plus efficace.

Dernier thème clé abordé à Lisbonne : l'Afghanistan. Ce théâtre représente aujourd'hui le principal engagement de l'Otan. Une réunion s'est donc tenue avec les 48 contributeurs militaires de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) en présence du président afghan Hamid Karzaï et du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon. Tous se sont accordés pour lancer le processus de transition,

c'est-à-dire le transfert progressif aux Afghans de la sécurité dans les zones stabilisées, entre 2011 et 2014. « 2011 sera une année de transition, non pas de retrait, mais de redéploiement en direction des forces de sécurité afghanes », a insisté Alain Juppé.

Le sommet a été l'occasion de réaffirmer la détermination des membres de l'Alliance à poursuivre leur action dans ce pays « aussi longtemps que nécessaire ». Ils continueront à l'aider à se doter des capacités qui lui permettront d'assurer sa propre sécurité lorsque les forces de la coalition se retireront. Dans cette optique, les 28 pays alliés ont signé un accord de « partenariat à long terme » entre l'Otan et l'Afghanistan.

■  
**Samantha Lille**

# historique pour l'Alliance



**« Photo de famille » des chefs d'Etat et de gouvernement des 28 pays de l'Alliance atlantique à Lisbonne.**

# Quand la Cinéma

**Le ministère collabore chaque année à une cinquantaine de films, documentaires, téléfilms, en les coproduisant ou en mettant ses sites à disposition. Comme pour le « Piège afghan », en partie tourné au camp de Canjuers. Explications.**

**U**n léger mistral balaie le désert minéral du plateau de Canjuers, dans le Var. Au loin se profile un convoi de quatre blindés et un pick-up. La colonne roule lentement sur la piste quand, tout à coup, éclatent des coups de feu. Une explosion secoue le convoi, suivie d'une deuxième qui soulève une gerbe de terre et dégage un énorme nuage de fumée. Un cri interrompt les tirs : « *Coupez ! Elle est bonne ! En place pour la séquence suivante.* » Voilà trois jours que l'équipe du *Piège afghan* tourne dans le camp militaire de Canjuers. Ce téléfilm, réalisé par Miguel Courtois et qui sera diffusé sur Arte, raconte la tentative d'un chef insurgé de se rallier à la cause de la coalition internationale. Pour ce tournage, un environnement militaire était nécessaire. Il a été rendu possible grâce au soutien du ministère de la Défense.

Dans le cadre de sa politique de communication, le ministère accompagne les professionnels de l'audiovisuel et du cinéma depuis de nombreuses années, comme ici à Canjuers en accueillant des tournages. Il peut aussi les soutenir sur le plan financier et met à disposition ses archives audiovisuelles. La Défense reçoit, chaque année, environ deux cents demandes de conseils et d'accueil des tournages et collabore à une cinquantaine de documentaires, téléfilms, films, clips... C'est le Bureau de la politique d'accueil des tournages (BPAT) de la ■■■



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO / DICOD

**Vallées escarpées, rocailles... les paysages arides du Var peuvent rappeler ceux de l'Afghanistan.**

# Défense soutient le 7<sup>e</sup> art



**Ci-contre:  
Comédiens et  
techniciens  
répètent  
une scène  
d'attaque.  
Certaines  
productions  
font appel aux  
conseils de  
professionnels  
des armées.**





PHOTOS: BRUNO BIASUITTO/DICOD

**Pour certaines scènes du « Piège afghan », l'armée de terre a fourni des véhicules blindés (VAB).**

■ ■ ■ Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICoD), à l'Ecole militaire, à Paris, qui assure l'interface entre les armées et les producteurs, cinéastes et porteurs de projets. Il centralise, en liaison avec la cellule communication de l'EMA et les Sirpa (terre, air, marine et service de santé des armées), les demandes de soutien émises par le monde de l'image. L'accès à ce soutien est soumis à certaines conditions. Le projet ne peut être réalisé au détriment de l'activité opérationnelle des unités militaires, qui doit rester dans tous les cas une priorité.

« En soutenant ces projets, nous favorisons l'intérêt du public pour les missions de Défense dans leur réalité d'aujourd'hui. »

Par ailleurs, le décor demandé ne doit pas avoir d'équivalent dans le secteur privé. En outre, « ne peuvent être mis à disposition les sites dont les installations sont dites protégées (zone militaire nécessitant un degré d'habilitation particulier pour y pénétrer), classées au titre du réseau Natura 2000 (protection de l'environnement) ou présentant un risque particulier », tempère le capitaine Molinié, chef du BPAT. Tout soutien donne lieu au paiement d'une redevance établie en fonction des tarifs en vigueur dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel.

En revanche, le ministère ne fournit ni les costumes ni les accessoires. Ainsi, la Défense n'exerce pas de concurrence déloyale vis-à-vis des loueurs privés.

Malgré cela, la Défense dispose de ressources attractives pour les professionnels de l'audiovisuel. « Le ministère est en effet le plus grand propriétaire immobilier de l'Etat, avec une très grande diversité de sites : camps militaires, forteresses, casernes, sémaphores, bases aériennes, monuments historiques... », explique le capitaine Molinié. *Peu exploité jusque-là, ce potentiel intéresse les professionnels de l'image, en quête de lieux n'ayant jamais été portés à l'écran. »*

Le BPAT reçoit actuellement beaucoup de demandes pour soutenir des films ayant pour thème l'Afghanistan. « C'est un phénomène assez récent, relève le capitaine Molinié. D'habitude, nous étions surtout sollicités pour des films sur les guerres mondiales, sur celles d'Indochine ou d'Algérie. » La Défense apprécie que les problématiques touchant aux armées soient celles d'aujourd'hui. « La fiction permet de s'adresser à un public sur le sujet Défense de façon différente que par le biais des informations, commente le capitaine Molinié. *En soutenant ces projets audiovisuels, nous favorisons l'intérêt du public pour les missions de la Défense dans leur réalité d'aujourd'hui. »*

**Par souci d'authenticité, les directeurs de production peuvent solliciter les personnels de la Défense pour s'assurer de la crédibilité du scénario. Des techniciens des armées sont à la disposition des comédiens et les conseillent sur leur façon de s'exprimer, leur gestuelle au combat, les expressions et le jargon typiquement militaires...**

Dans le cas du *Piège afghan*, l'aide du ministère s'est révélée déterminante. « *Ce téléfilm n'aurait jamais pu se faire sans le soutien des armées*, explique Philippe Gautier, directeur de la production. *Impossible pour nous de tourner en Afghanistan, il nous fallait donc trouver un décor qui fasse illusion. L'armée de terre nous a permis de tourner certaines scènes dans la base opérationnelle avancée (FOB) de Canjuers, qui sert à la préparation opérationnelle des militaires avant leur départ sur le théâtre afghan et nous a fourni quatre véhicules de l'avant blindés (VAB) du type de ceux envoyés là-bas.* »

Si le BPAT pilote la mise à disposition d'espaces, celles concernant le matériel relèvent des armées et des services, la participation des militaires n'est possible qu'exceptionnellement. « *Dans ce téléfilm, huit pilotes de VAB apparaîtront à l'image*, explique le capitaine Tillette de Clermont-Tonnerre, du Sirpa terre. *Eux seuls, en effet, pouvaient manœuvrer les engins. C'est le seul cas où des militaires peuvent faire de la figuration pour une production. Ils sont alors considérés comme en service.* »

Le souci de réalisme et de crédibilité amène aussi les productions à solliciter une expertise des armées sur le scénario (conformité des us et coutumes, grades, salut, vocabulaire...) et parfois, comme c'est le cas ici, dès le début du travail de conception. Acteurs et figurants peuvent aussi recevoir une formation des personnels du ministère de la Défense pour rendre leur jeu plus juste (manière de parler, de se comporter, gestuelle de combat). Des conseillers techniques, intervenant dans le cadre de leur service, assurent ces formations. « *Dans le Piège afghan, par exemple, un médecin militaire montre les gestes techniques à l'actrice principale, qui incarne une médecin aux armées, et un officier de l'armée de terre d'une grande expérience opérationnelle a fait profiter le film de ses conseils* », confie le réalisateur.

La totalité des recettes issues de ces prestations reviennent au ministère. « *Les personnels et les matériels mis à disposition sont en service, comme pour n'importe quelle mission. Ce service a un coût, qui est de quelques centaines d'euros par jour pour la "location" d'un VAB à plusieurs milliers d'euros pour l'heure de vol d'un avion de chasse*, explique le capitaine Molinié. *Pour les espaces utilisés, c'est la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) qui facture et perçoit les montants établis selon une grille tarifaire journalière allant de 300 à 4 000 euros hors taxes selon le type de site retenu et le type de production (cinéma, téléfilm, documentaire...).* »

Sur les sommes versées, 40 % sont consacrés pour les actions de soutien aux productions audiovisuelles. Les 60 % restants sont reversés, sur demande, aux autorités commandant les sites qui ont reçu les tournages. « *Juste retour des choses*, note le capitaine Molinié. *Une équipe de tournage qui investit un site*

## Infos pratiques

**Pour trouver un lieu de tournage, un conseil sur un projet audiovisuel (site, expertise militaire...)**

Délégation à l'information et à la communication de la Défense (Dicod)

Département création/Bureau de la politique d'accueil des tournages (BPAT)

14, rue Saint-Dominique, 75700 Paris SP 07

Tél.: 01 44 42 32 45. Fax: 01 44 42 33 98

Courriel: creation@dicod.defense.gouv.fr

**Pour trouver un soutien financier**

Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives

Bureau des actions culturelles et des musées

37, rue de Bellechasse, 75007 Paris

Tél.: 01 44 42 16 51

Courriel: dmpa-sdace-bdep@defense.gouv.fr

**Pour avoir accès à un fonds d'archives dans la perspective d'un projet audiovisuel à caractère historique ayant lien à la Défense**

Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

Agence d'images et centre d'archives,

2 à 8, route du Fort, 94205 Ivry-sur-Seine, Cedex

Tél.: 01 49 60 52 07. Fax: 01 44 42 33 98

Courriel: ventes-archives@ecpad.fr

cause toujours du dérangement dans la vie des unités. Lorsqu'il en accueille une, le chef de site sait aujourd'hui qu'il peut y trouver un intérêt financier pour son unité. »

Dernier volet de cette politique d'accompagnement du ministère: la valorisation de ses archives audiovisuelles. Ce rôle est dévolu à l'Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), situé à Ivry-sur-Seine. Grâce à son statut d'établissement public à intérêt commercial, à ses moyens techniques et à un fonds d'archives de 23 500 titres couvrant tout le xx<sup>e</sup> siècle, l'ECPAD intervient comme coproducteur dans les projets qui s'inscrivent dans une perspective historique ayant un lien avec la Défense. De la fourniture de documents jusqu'à la postproduction en qualité haute définition, sa collaboration peut prendre de multiples formes. ■

**Carine Bobbera**



# 2011

# LES



D O S S I E R   S U P E R V I S É   P A R   S A M A N T H A   L I L L E



## SOMMAIRE

<b>Vie de la Défense</b>	<b>42 - 49</b>
<b>Transformation</b>	<b>50 - 53</b>
<b>Technologie et équipements</b>	<b>54 - 55</b>
<b>Opérations</b>	<b>56 - 63</b>

# EVENEMENTS



A V E C   L A   C O L L A B O R A T I O N   D E   C Y N T H I A   G L O C K

## Amiral Guillaud, nouveau chef d'état-major des armées

L'amiral Édouard Guillaud, 56 ans, a été nommé chef d'état-major des armées (Cema) en remplacement du général d'armée Jean-Louis Georgelin. Ancien élève de l'École navale, il est diplômé de l'École supérieure de guerre navale et du cours supérieur interarmées. Il occupait, depuis 2006, les fonctions de chef d'état-major particulier du président de la République.

Il avait exercé auparavant celles de préfet de la Manche et de la mer du Nord (2004-2006) et avait commandé le porte-avions *Charles-de-Gaulle* (1999-2001).

25 février

BRUNO BIASUTTO/DICOD



## L'aéronautique navale fête ses 100 ans

C'est en 1910 que le premier avion Farman est entré en service, marquant la naissance de l'aéronautique navale. Un siècle s'est écoulé, les « marins du ciel » continuent leurs missions sur toutes les mers et les océans du globe. A l'occasion de leur centenaire, de nombreux événements ont été organisés tout au long de l'année : journées portes ouvertes, publications, meetings, projections et expositions. Aujourd'hui, avec 6 747 hommes et femmes et 221 aéronefs, dont 29 Rafale, l'aéronautique navale permet à la marine d'assurer la maîtrise de l'espace aéromaritime.

Janvier

MARINE NATIONALE





10 mars



EMA

## Le général de Villiers nommé major général des armées

Le 10 mars, en Conseil des ministres, le général de corps d'armée Pierre le Jolis de Villiers de Saintignon a été nommé major général des armées (MGA) et élevé au rang de général d'armée. Sa mission est de seconder et de suppléer le chef d'état major des armées, l'amiral Guillaud, dans l'exercice de ses attributions. Il dirige ainsi l'état-major des armées et dispose d'un officier général adjoint et de cinq sous-chefs d'état-major. Le général de Villiers était auparavant chef du cabinet militaire du Premier ministre. Son successeur est le général de brigade Bernard de Courrèges d'Ustou.

5 mars



BRUNO BIASUTTO/DICOD

12-28 février



PHILIPPE MONTIGNY/AFP

## Jeux Olympiques d'hiver : les médaillés de la Défense

Sur les onze médailles obtenues par la France aux XXI<sup>es</sup> jeux Olympiques de Vancouver, les membres de l'équipe de France militaire de ski en ont remporté quatre. Ils ont décroché une fois l'or avec le caporal Vincent Jay (sprint de 10 km), également médaillé de bronze (poursuite de 12,5 km) et gagné deux médailles d'argent grâce au chasseur Martin Fourcade (Mass Start 15 km) et au sergent-chef Sandrine Bailly (relais 4 x 6 km). Ils font partie des 21 sportifs de haut niveau de la Défense (SHND) ayant participé à ce rendez-vous, aux côtés des 107 athlètes de la délégation tricolore.

## Le général Puga à la tête de l'EMP

Le général Benoît Puga a été nommé chef d'état-major particulier du président de la République. Il succède à l'amiral Edouard Guillaud, qui a pris, le 25 février, la tête des armées françaises comme chef d'état-major. Agé de 57 ans, le général Puga est un ancien de la Légion étrangère qui a participé à de nombreuses opérations extérieures, de Kolwezi (Zaïre) au Kosovo, en passant par le Liban ou le Tchad. Il était, depuis juillet 2008, à la tête de la Direction du renseignement militaire (DRM).

18 juin



ECPAD

## Décès du général Bigeard

**Le général Marcel Bigeard est décédé vendredi 18 juin 2010 à son domicile de Toul, à l'âge de 94 ans, le jour anniversaire de l'Appel du Général de Gaulle. Le général Marcel Bigeard s'est illustré lors des guerres d'Indochine et d'Algérie. Parachuté sur Diên Biên Phu, trois fois évadé, cinq fois blessé, il était titulaire de 24 citations individuelles. Retiré dans sa maison de Toul en Lorraine, le général avait récemment publié son dernier et seizième ouvrage : *Mon dernier Round*, où il évoque sa lutte contre la maladie.**



**Le chef de l'État s'est rendu pour la troisième fois sur le plateau des Glières, en Haute-Savoie. Nicolas Sarkozy a ainsi honoré sa promesse de venir chaque année perpétuer la mémoire des résistants qui ont combattu à cet endroit. Après la cérémonie militaire, lors de laquelle la musique du 27<sup>e</sup> Bataillon de chasseurs alpins a interprété le *Chant des partisans*, il a déposé une gerbe à la nécropole de Morette. En mars 1944, pendant six semaines, 465 maquisards d'âges, d'origines, de milieux et de convictions politiques divers, se sont opposés à 6 700 soldats allemands.**

8 avril



LIONEL BONAVENTURE/AFP

9 mai



SEBASTIEN DUPONT/ECPAD

## Normandie-Niemen : symbole populaire de l'amitié franco-russe

**80 aviateurs de la base 112 de Reims, représentant l'escadron de chasse Normandie-Niemen, ont paradé sur la place Rouge à Moscou. C'est la première fois depuis 1945 que la Russie convie des pays de l'Otan pour commémorer l'anniversaire de la victoire des Alliés. Le lieutenant-colonel Fabien Kuzniak, dernier commandant du Normandie-Niemen, a défilé en tête du cortège. Créé en 1942, ce mythique escadron qui a participé à la libération de l'URSS est un symbole fort de la fraternité d'armes franco-russe. En lui donnant son nom, Staline a rendu hommage au comportement exemplaire de l'unité pour franchir le fleuve Niemen.**

## Nicolas Sarkozy honore la Résistance sur le plateau des Glières



14 juillet



SEBASTIEN DU PONT/ECPAD

**Les troupes africaines sur les Champs-Élysées**  
Pour l'édition 2010, le défilé du 14-Juillet sur les Champs-Élysées était placé sous le signe du cinquantenaire des indépendances africaines. Des troupes de treize pays africains (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) ont ouvert la marche vers la place de la Concorde. « C'est le lien du sang que nous célébrons, le lien né de la contribution des troupes africaines à la défense et à la libération de la France », a expliqué le Président Nicolas Sarkozy dans le message qu'il a adressé aux participants.

# Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants



## François Fillon inaugure l'académie du renseignement

Le Premier ministre a inauguré la première session de l'Académie du renseignement, qui doit favoriser la coopération entre services en créant « une communauté d'esprit » entre les différentes agences de renseignement françaises. Elle s'adresse à des cadres déjà expérimentés. « Face [aux] menaces, a expliqué François Fillon, la différence entre l'intérieur et l'extérieur n'est plus aussi tranchée qu'auparavant. »

15 novembre



ROLAND PELLEGRINO/ECPAD

Sur proposition du Premier ministre, le président de la République a nommé Alain Juppé ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants. Il succède à Hervé Morin. Alain Juppé a qualifié son nouveau portefeuille de « ministère régalien tout à fait stratégique ». Premier geste symbolique de sa prise de fonction, il a ravivé, le 15 novembre, la flamme du souvenir sous l'Arc de Triomphe. Son premier déplacement a été à Lisbonne, où il a accompagné le président de la République au sommet de l'Otan.

6 octobre

## Koweït 1990-1991 : une nouvelle inscription sur les drapeaux

Un arrêté du 6 octobre dernier autorise l'inscription « Koweït 1990-1991 » sur les drapeaux et étendards des armées et services ayant participé à la guerre du Golfe. Ce décret, qui émane du ministre de la Défense, est consultable dans le *Bulletin officiel des armées*. Les unités concernées sont des régiments de l'armée de terre (légion étrangère, troupes de marine, arme blindée et cavalerie, train et aviation légère), ainsi que des escadrons de l'armée de l'air (chasse, reconnaissance et transport). Plus de 20 000 militaires français ont été engagés dans ce conflit.

20 septembre



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

## Solidarité Défense : des colis de Noël pour les militaires en opérations

22 novembre



J.-J. CHATARD / DICOD

**Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, a rendu visite, le mardi 22 novembre, aux Invalides (Paris), aux bénévoles de l'association Solidarité**

**Défense, qui se mobilisent pour préparer les traditionnels colis de Noël destinés aux militaires engagés en opérations au moment des fêtes de fin d'année. Il était accompagné du chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, ainsi que du général d'armée Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre.**

26 novembre



JEAN-RAPHAEL DRAHI / SIRPATERRE

## Hommage aux blessés

**Le président de la République et chef des armées, Nicolas Sarkozy, a présidé une prise d'armes dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides. Il a ainsi décoré onze militaires qui ont participé aux dernières opérations extérieures conduites par la France. La cérémonie rendait hommage aux grands blessés de guerre d'hier et d'aujourd'hui. Le président de la République s'est ensuite rendu à l'Institution nationale des Invalides (INI) pour rencontrer des pensionnaires, militaires et civils, victimes de guerre.**

21 octobre



EMA

## Alindien s'installe aux Emirats arabes unis

L'Amiral commandant la zone maritime de l'océan Indien (Alindien) exerce son commandement depuis l'implantation militaire française des Emirats arabes unis (IMFAEU). Il devient aussi commandant des forces françaises stationnées aux EAU (COMFOR FFEAU). En coordination avec l'attaché de défense, il est responsable de la coopération opérationnelle bilatérale avec les EAU et les pays de la région. Depuis 1973, Alindien était le seul commandement permanent exercé à la mer. Basé à terre à Abu Dhabi, il conserve la capacité d'embarquer à tout moment sur un bâtiment pouvant accueillir tout ou partie de son état-major.

## Un budget de 31,2 milliards d'euros

26 novembre



SÉNAT

Après l'Assemblée nationale, le Sénat a adopté, le 26 novembre 2010 la loi de finances des missions « Défense » et « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » pour 2011. Les deux projets

de loi avaient été présentés en Conseil des ministres le 29 septembre dernier. D'un montant de 31,2 milliards d'euros, le budget du ministère respecte les grands équilibres prévus par la loi de programmation militaire 2009-2014, tout en participant à l'effort de redressement national.

Ce projet de loi s'inscrit pour la deuxième fois dans le cadre d'une programmation triennale des dépenses de l'Etat. Sur la période 2011-2013, la mission « Défense » bénéficiera d'un montant total de crédits de 95,68 milliards d'euros. La participation à la résorption du déficit budgétaire est partiellement compensée par des recettes exceptionnelles générées par la vente de biens immobiliers et de fréquences.

19 - 20 novembre



DOMINIQUE FAGET/AFP



2 novembre



ANDREW PARSONS/CROWN COPYRIGHT



## Sommet de l'Otan à Lisbonne

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 28 pays de l'Otan se sont réunis les 19 et 20 novembre à Lisbonne. Ils ont adopté un nouveau concept stratégique, remplaçant celui rédigé en 1999. Ce document doit guider les actions de l'Otan pour les dix années à venir. Les dirigeants ont aussi décidé de mettre en place un système antimissile pour protéger les populations et les territoires. Concernant l'Afghanistan, les 48 contributeurs militaires de la force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) se sont mis d'accord pour lancer la transition, c'est-à-dire le transfert aux Afghans de la sécurité du pays dans les zones stabilisées, entre 2011 et 2014. L'annonce de ce processus a été accompagnée de la signature d'un accord de « partenariat à long terme » entre l'Otan et l'Afghanistan.

## Sommet franco-britannique une coopération sans précédent



Le Premier ministre britannique, David Cameron, et le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, ont signé à Londres des accords de défense et de sécurité inédits. Ils reposent, entre autres, sur la mutualisation de porte-avions, la création d'une force expéditionnaire commune interarmées et une coopération dans les technologies liées à la gestion des arsenaux nucléaires. Les deux pays devraient ainsi maintenir leur rang dans l'Otan et l'Union européenne malgré des budgets de défense en baisse tout en gardant leur indépendance de décision.

# Transformation des armées : Réunion de 80 commandeurs

Le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, a réuni environ 80 grands commandeurs des armées. Il a abordé les questions liées aux opérations et à la transformation des armées. Le Cema a rappelé que 9 000 militaires sont engagés dans 27 opérations. Il a aussi présenté le dispositif des bases de Défense (BdD), qui constitue un chantier important du ministère et qui sera finalisé début 2011.

EMA



## Janvier



MARINE NATIONALE

### Nouvelle étape de l'expérimentation des bases de Défense

Besançon, Cherbourg, Coëtquidan, La Réunion, Montlhéry, Pau et un ensemble regroupant Rochefort, Saintes et Cognac s'ajoutent désormais aux onze bases de Défense (BdD) mises en place l'an dernier. Cette nouvelle phase de pilotage vient consolider les premières orientations prises en 2009. Au terme de la réforme du soutien, elles devront toutes mutualiser, sur une aire géographique donnée, le soutien de l'ensemble des unités et services de la Défense.



## Création du commissariat des armées

1<sup>er</sup> janvier



BRUNO BIASJITTO/D/ICOD

**Opérationnel depuis le début de l'année, le Service du commissariat des armées (SCA) assure désormais le soutien commun et unique des trois anciens commissariats des armées de terre, de l'air et de la marine. Il recouvre cinq métiers : la logistique, les achats, l'audit, l'administration ainsi que les finances et la comptabilité.**

**Le SCA relève du chef d'état-major des armées (Cema) et agit en étroite collaboration avec le commandement interarmées des soutiens. Cette nouvelle structure compte dans ses rangs 5 000 personnes, dont 70 % de civils.**

11 février



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

16 février

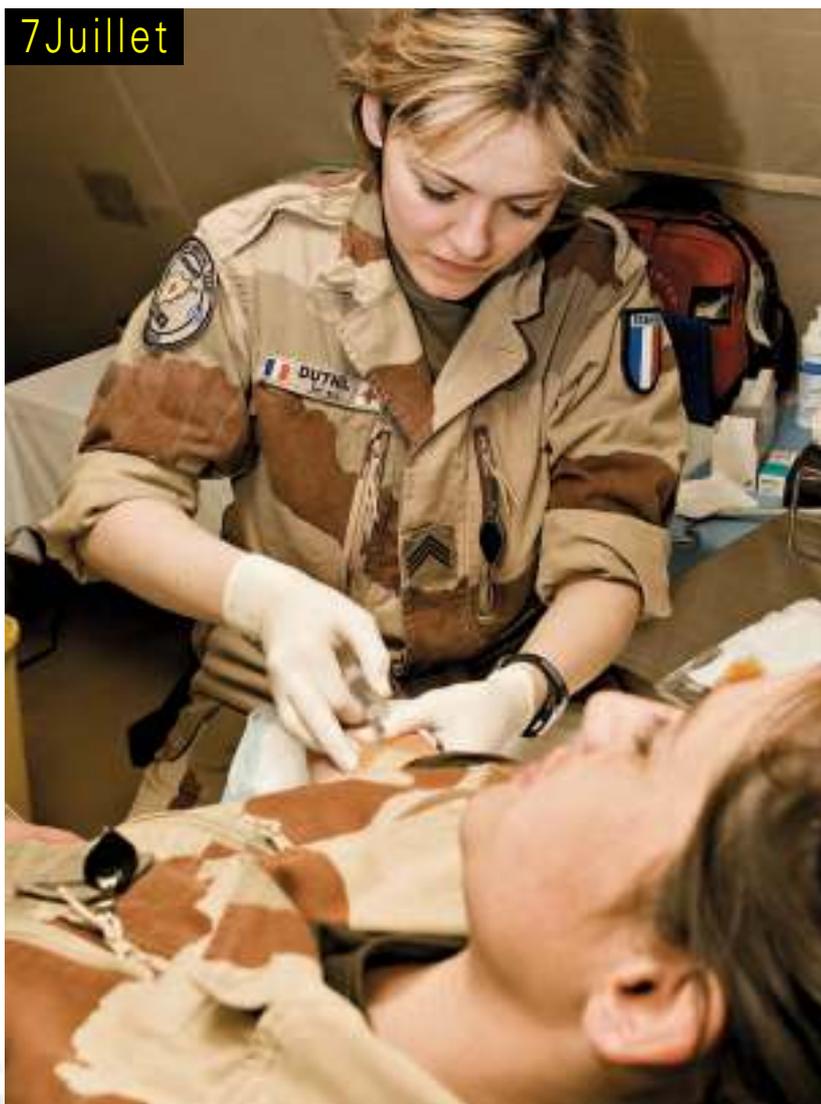
## Les fonctions du Comias officialisées

**L'arrêté portant organisation de l'état-major des armées a officialisé la fonction du Commandement interarmées du soutien (Comias). L'action de ce commandement porte sur l'ensemble des soutiens aux forces relevant du chef d'état-major des armées. C'est le général Eric Rouzaud qui a été nommé à la tête de ce commandement.**

## Nouvelle charte entre la Défense et les PME

**Le 11 février, Christian Piotre, Secrétaire général pour l'administration et responsable de la politique des achats du ministère (hors armement), a ratifié pour le ministère de la Défense la nouvelle charte PME lors d'une cérémonie présidée par Christine Lagarde, ministre de l'Economie, de l'industrie et de l'emploi. Cette charte définit un cadre de relations entre grands donneurs d'ordres et PME. Elle a été élaborée conjointement par la Médiation du crédit et la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (CDAF), avec la participation du ministère de la Défense, au titre du volume de ses achats et de la réforme de ces derniers qu'il conduit.**

7 Juillet



CYRIL AMBOISE / SIRPA AIR

## Victoires de la modernisation : le service de santé récompensé

**C'est à l'Assemblée Nationale, le 7 juillet, que le service de santé des armées (SSA), représenté par son directeur central, s'est vu décerner la Victoire de la modernisation de l'Etat dans la catégorie « organisation ». Son projet de transformation de sa fonction ressources humaines a ainsi été mis à l'honneur. Cette récompense constitue une reconnaissance de la pertinence et de la légitimité de l'organisation définie et mise en place, ainsi que des travaux accomplis par l'ensemble des agents de la fonction ressources humaines du SSA. Depuis trois ans, la cérémonie des Victoires de la modernisation de l'Etat récompense les équipes ayant porté les meilleures initiatives pour l'amélioration du service public dans les domaines de l'innovation, l'organisation, le service et la simplification.**

2 juillet



CNES/MIRA PRODUCTIONS

## Création d'un Commandement interarmées de l'espace

**Conformément aux objectifs fixés par le Livre blanc sur la défense et la sécurité, le Commandement interarmées de l'espace a été créé. Placée sous l'autorité du chef d'état-major des armées, cette structure élabore et met en œuvre la contribution des forces à la politique spatiale de la France. Elle identifie les besoins des trois armées, commande et coordonne les capacités spatiales militaires françaises en service et conseille les autorités.**



JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD

## Création des écoles militaires de Draguignan

Créées le 1er août 2010, les écoles militaires de Draguignan (EMD) regroupent les écoles de l'infanterie et de l'artillerie à proximité du camp militaire de Canjuers constituant un pôle de préparation opérationnelle exceptionnel. Cette nouvelle organisation répond aux besoins de l'armée de Terre d'adapter et de rationaliser son outil de formation tout en réduisant les coûts de fonctionnement.

1<sup>er</sup> Août



J.J. CHATARD/DICOD

17 novembre



LIONEL BONAVENTURE/AFP

## Le projet Balard présenté par Alain Juppé en Conseil des ministres

Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense et des Anciens Combattants a présenté une communication relative au projet Balard. Le ministère a remis, le 12 novembre, le dossier final de consultation des entreprises (DCE) aux trois candidats au contrat de partenariat Balard : Bouygues, Eiffage et Vinci. Leurs offres finales seront soumises le 11 janvier prochain.

## Défense : Troisième rencontre sur la modernisation

30 septembre



600 des principaux acteurs de la réforme du ministère de la Défense, civils et militaires, ont été invités à une journée d'information et de concertation sur la réforme de l'institution. Ces rencontres avaient pour but de prendre les préoccupations des acteurs de terrain et de leur apporter les réponses et les informations dont ils ont besoin.

Des tables rondes ont permis d'aborder les thèmes : « Répondre au défi des opérations », « Garantir l'efficacité des soutiens mutualisés » et « La RH au cœur de la transformation ».

14-18 juin



FRANÇOIS VRIGNAUD / DGA COMM

## Dixième édition du salon Eurosat

**Eurosat** a accueilli 1 300 exposants et plus de 50 000 visiteurs. Sous l'égide du Délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon, ont été présentés le véhicule blindé de combat d'infanterie, le drone de reconnaissance au contact et le système Félin. Les visiteurs ont aussi pu découvrir le programme Scorpion, développé par l'armée de terre et la DGA.

**Mise à disposition par la DGA des segments sol des satellites d'observation italien Cosmo-SkyMed et allemand SAR Lupe**

7 - 9 juillet

Entre le 7 et 9 juillet 2010, la

**France met en service opérationnel les segments sol des satellites d'observation italien Cosmo-SkyMed et allemand SAR Lupe, du centre militaire d'observation par satellites (CMOS) implanté sur la base de Creil.**

**La direction générale de l'armement (DGA) a acquis et livré à la direction du renseignement militaire (DRM) ces deux segments sol dans le cadre du programme SSO (segment sol d'observation). Ce programme permet à la défense française de disposer d'images prises par différents satellites d'observation optique et radar français, italiens et allemands.**

27 janvier



MARINE NATIONALE

## Tir d'essai du missile M51

**La direction générale de l'armement a réalisé le quatrième vol expérimental du missile stratégique M51, le 27 janvier à 9h25, depuis la baie d'Audierne dans le Finistère, depuis le sous-marin Le Terrible. Cet essai marque une étape importante dans la modernisation et l'adaptation du dispositif de dissuasion de la France, dans le strict respect de ses engagements internationaux. Le M51 équipe depuis cette année les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de nouvelle génération (SNLE) de la force océanique stratégique.**

## Un système de reconnaissance nouvelle génération pour le Rafale

**Le système Reco NG a effectué ses premiers vols avec le Rafale après une année d'expérimentation. Il est composé d'une nacelle (de près d'une tonne) et d'une station sol de réception de données. Il apporte à l'armée de l'air une plus-value opérationnelle pour la transmission de données et les performances optiques. Le couple Rafale / Reco NG doit prendre le relais des Mirage F1CR. La défense a commandé 20 exemplaires de la nacelle à la société Thalès optronique au profit de l'armée de l'air et de la marine nationale (respectivement 12 et 8 nacelles).**

5 octobre





## ARAVIS : 4 premiers exemplaires livrés

Quatre des 15 premiers véhicules blindés hautement protégés Aravis commandés en 2009 à Nexter Systems ont été livrés à l'armée de terre par la direction générale de l'armement (DGA). Ce blindé doté d'un très haut niveau de protection contre les mines et les engins explosifs improvisés (IED) peut transporter jusqu'à sept combattants du génie. Aérotransportable avec ses 12,5 tonnes, il est équipé d'un tourelleau téléopéré, c'est-à-dire d'une petite tourelle orientable électroniquement, armé d'une mitrailleuse de 12,7. Les quatre véhicules sont déployés en Afghanistan depuis le 27 septembre.

ALEXANDRE DUMOUTIER/SIRPA TERRE



19 janvier

La frégate anti-aérienne «Forbin» admise au service actif  
Fruit du programme naval franco-italien Horizon, la frégate de défense aérienne *Forbin* est le premier bâtiment de ce type à être admis en service actif. Conçu et réalisé par DCNS, le navire a été livré à la marine par les industriels en décembre 2008. La frégate française a déjà intégré un groupe aéronaval américain, effectué plusieurs tirs de missiles Aster 30 et suivi des entraînements à la lutte au-dessus de la surface. Sa discrétion électromagnétique et sa capacité d'alerte et de « leurrage » en font un navire de combat adapté aux situations d'hostilité intense. Le *Forbin* vogue actuellement aux côtés du *Charles-de-Gaulle*, au sein du groupe aéronaval déployé en océan Indien pour la mission Agapanthe.

JOHANN PESCHEL/MARINE NATIONALE

14 octobre



## Le CEMAA en visite à Douchanbe au Tadjikistan

9 janvier



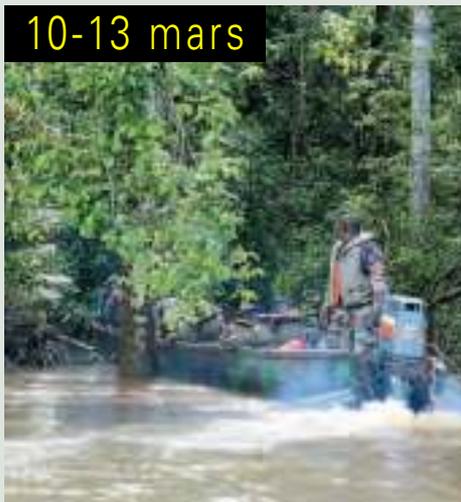
SIRPA AIR

Le 9 janvier, le général Jean-Paul Palomeros, chef d'état-major de l'armée de l'air, s'est rendu à Douchanbe au Tadjikistan. La visite s'est déroulée dans les structures du détachement Air qui réunit 180 militaires et 60 civils Tadjiks. Après avoir visité les différentes unités et échangé avec le personnel, le général Palomeros s'est entretenu avec M. Zipper de Fabiani, ambassadeur de France au Tadjikistan et a tenu à le remercier pour l'attention particulière qu'il prête au soutien du détachement militaire français au Tadjikistan. Depuis 2001, le détachement constitue un atout stratégique en termes de proximité, de réactivité et de soutien immédiat des forces. Douchanbe est considéré comme une plateforme de transit inter-théâtre pour l'ensemble des forces françaises et internationales. En 2009, 33 000 passagers y sont passés en transit.

## Guyane : importante saisie d'or

621 grammes d'or ont été saisis grâce à deux interventions des Forces armées en Guyane (FAG). Ces actions ont été réalisées avec la gendarmerie et en appui de la police aux frontières, dans le cadre de la mission Harpie. Les FAG ont mené, le 10 mars, une première opération de lutte contre l'orpaillage illégal sur un îlot français du fleuve Oyapock, puis, le 13 mars, une seconde de contrôle, sur les rives du fleuve Maroni. 1 980 militaires et 200 civils de la Défense travaillent au démantèlement des filières clandestines.

10-13 mars



BRUNO BIASUITTO/DICOD

6 mars



JEAN-FRANÇOIS D'ARCANGUES/ECPAD



27-28 février



EH 01/0067/PYRÉNÈES

13 janvier



A-F. CABURET/MARINE NATIONALE

Haïti : la France vient en aide aux victimes du séisme  
Plus de 700 militaires ont directement participé à l'opération Séisme Haïti 2010, dans le cadre de l'aide de la France aux victimes de cette catastrophe. Six aéronefs, deux bâtiments de la marine, un détachement du 1<sup>er</sup> Régiment du service militaire adapté (RSMA) et du 33<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine (RiMa), des unités d'intervention de la sécurité civile, des éléments des Marins Pompiers de Marseille et de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris ont été engagés. 140 tonnes de fret ont été acheminées en 42 rotations aériennes et environ 1 100 ressortissants français et européens ont été rapatriés aux Antilles.



## Première visite du Cema en Afghanistan

L'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées (Cema), a effectué sa première inspection des troupes françaises engagées en Afghanistan. Dès son arrivée, il s'est entretenu avec les équipes médicales de l'hôpital mis en œuvre par le Service de santé des armées à Kaboul, avant de se rendre au chevet des blessés. Il a ensuite visité la Task Force La Fayette, dans l'Est du pays, où il a été accueilli par le général Druart. Le Cema a également rencontré son homologue afghan, le général Bismulah Khan. Au retour, il a fait escale à Kandahar, où le détachement aérien français lui a été présenté.

## France : Secours aux sinistrés de la tempête Xynthia



En soutien de l'action des services de l'Etat, d'importants moyens ont été engagés par les forces armées après la tempête qui s'est abattue sur la façade atlantique du pays.

L'activation de la chaîne Organisation territoriale interarmées de défense (Otiad) a permis de transmettre en temps réel les demandes d'assistance vers l'état-major des armées. 136 personnes ont été secourues et 700 kilos de fret ont été acheminés grâce à quatre hélicoptères. Des engins spécialisés du génie, des poids lourds et des véhicules tout-terrain ainsi que 3 Zodiac ont été mobilisés pour pouvoir rejoindre les sinistrés.

## Sud-Liban : exercice Neptune Thunder

La force de réaction rapide de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a organisé un exercice de tir en mer avec les Forces armées libanaises (Fal). Pour cette manœuvre, deux chars Leclerc et quatre canons automoteurs AUF1 ont été mis en place par les casques bleus français. Mené depuis les hauteurs de Naqoura, cet exercice a permis de valider les procédures techniques et tactiques permettant d'effectuer des tirs directs et indirects conjoints. 1 300 militaires français sont déployés au sein de la Finul au Sud-Liban.

BRUNO BIASUTTO/DICOD

16-21 avril



## Afghanistan : Opération Synapse

Durant la première semaine de mars, les militaires français de la Task Force La Fayette ont mené l'opération Synapse, une action combinée avec les forces de l'Armée nationale afghane (ANA) pour établir une jonction territoriale entre les provinces de la Kapisa, au nord, et de la Surobi, au sud, et pour sécuriser durablement un nouveau secteur au cœur de la vallée de Tagab, en Kapisa. Les sapeurs français ont apporté leur expertise en matière de construction d'infrastructures opérationnelles, créant un poste de combat avancé (COP) sur le parallèle 36.

DOMINIQUE DHE/SIRPATERRE IMAGE

1-7 mars



## 15 juin France : secours aux populations inondées dans le Var

Mi-juin, de violentes intempéries ont frappé le département. Immédiatement, des moyens militaires ont été mobilisés, coordonnés par l'Officier général de la zone de défense Sud (OGZD). Un millier de militaires sont intervenus pour porter secours aux populations inondées. Onze hélicoptères de toutes les armées ont effectué près de 200 hélitreuillages de personnes sinistrées. Le génie et l'Ecole d'application de l'artillerie de Draguignan (EAA) ont déployé leurs engins, tandis que le 21<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine (RIMa) de Fréjus a mis en œuvre un centre d'hébergement.

## 24 juin



BRUNO BIASUTTO/DICOD

## Côte d'Ivoire : Licorne au secours de la population

En juin dernier, la Force Licorne a porté assistance à la population d'Abidjan touchée par de fortes pluies inondant quartiers et habitations. Un hélicoptère Fennec a survolé à de nombreuses reprises la zone de la lagune Ebrié afin de dresser un constat de la situation. Ces informations ont été ensuite transmises aux Forces de Défense et de Sécurité de Côte d'Ivoire. Le détachement d'intervention lagunaire a quant à lui, effectué des missions de reconnaissance afin d'évacuer les populations sinistrées. La Force Licorne, seule entité militaire française en Côte d'Ivoire, compte environ 900 soldats.



## Le chef d'état major de la marine sur le BPC Tonnerre

### 16 juillet



L. PICARD/MARINE NATIONALE

Après cinq mois de déploiement en Méditerranée et en océan Indien et près de 22 700 milles nautiques parcourus, le bâtiment de projection et de commandement (BPC)

*Tonnerre* a retrouvé la rade de Toulon le 16 juillet. Cette toute première « mission Jeanne d'Arc », reprenant le flambeau du porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc*, a permis de former les futurs chefs de la Marine nationale et de mener de front, un déploiement opérationnel. A cette occasion, le chef d'état major de la marine, l'amiral Pierre-François Forissier, a rejoint le BPC au large en début de matinée pour féliciter l'équipage et les élèves officiers en formation.



## Golfe d'Aden : la France prend le commandement d'Atalante

14 août



FABRICE MERALLI-BALLOU / GDBDD

La France a pris le commandement d'Atalante, opération européenne de lutte contre la piraterie. Le contre-amiral Philippe Coindreau dirigera les opérations à bord de la frégate *De Grasse*. Lancée en 2008, à l'appui des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, cette force maritime (EUNAVFOR) vise à assurer l'escorte des navires du Programme alimentaire mondial (PAM) à destination de la Somalie, celle des navires marchands « sensibles » et à lutter contre la

piraterie dans le golfe d'Aden. Elle est composée d'une dizaine de bâtiments européens et de deux à trois avions de patrouille maritime. Une dizaine de pays y participent, dont l'Allemagne, l'Espagne, la France et la Grèce en tant que contributeurs permanents.

7 septembre



R. NICOLAS-NELSON / SIRPA AIR

## Pakistan : des C135 FR pour l'aide humanitaire

Trois rotations de C135 FR ont rallié Islamabad depuis l'aéroport de Châlons-Vatry et la base aérienne d'Istres. Ils y ont acheminé 25 tonnes de matériel médical, de médicaments, de matériel de traitement d'eau, de tentes et de couvertures. Depuis le mois d'août, la France apporte sa contribution au programme de l'Otan d'acheminement aérien d'aide humanitaire au Pakistan où près de deux millions de Pakistanais ont été déplacés suite à de terribles inondations.

1<sup>er</sup> juillet



CYRIL AMBOISE / SIRPA AIR

## Mise en service opérationnelle des Rafale et de leurs missiles ASMP-A

Le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, a annoncé la mise en service opérationnelle des Rafale armés de missiles air-sol moyenne portée améliorée sur la base de Saint-Dizier. Cet événement marque la seconde étape de la modernisation de la composante nucléaire aéroportée.



## Sensibilisation des pilotes de chasse aux engins explosifs improvisés en Afghanistan

Le 18 novembre, sur la base de Kandahar en Afghanistan, les pilotes de chasse français ont suivi une séance de sensibilisation aux engins explosifs improvisés (EEI). Déjà formés avant leur déploiement, ils ont ainsi pu entretenir leurs connaissances en situation. Objectif de la formation : permettre aux pilotes d'assurer leur survie en cas d'éjection en territoire hostile, en attendant leur récupération par des équipes spécialisées. De plus, connaître les modes opératoires et les lieux privilégiés d'installation des EEI par les insurgés, renforce l'efficacité des pilotes. Sur la base de Kandahar, près de 180 militaires français assurent la mise en œuvre permanente de 6 avions de combat (3 Mirage 2000-D de la base aérienne de Nancy et 3 Mirage F1-CR de la base aérienne de Reims) qui conduisent chaque semaine une quinzaine de missions.

18 novembre



BRUNO BIASUTTO / DICOD

26-28 octobre



SABRINA VINCENT / SIRPA TERRE

### Le CEMAT en Afghanistan

Le général d'armée Elrick Irastorza, chef d'Etat-major de l'armée de Terre (CEMAT), s'est rendu en Afghanistan du 26 au 28 octobre, auprès des troupes françaises. Durant son séjour, le CEMAT a rendu visite au détachement EPIDOTE ainsi qu'au bataillon logistique basé à Kaboul. A Nijrab, il a notamment embarqué dans un véhicule blindé de combat de l'infanterie (VBCI), appréciant ainsi les capacités de cet engin de nouvelle génération dans un cadre hautement opérationnel.



## In memoriam : Soldats morts en opération en 2010

« Vous aviez choisi de placer votre existence sous le signe de cet idéal unique : la France. Vous avez donné votre vie pour elle.

*Une vie trop courte. Mais une vie exemplaire. Une grande vie.*

*Une de ces vies qui ont construit l'histoire de notre pays et qui forgent son avenir.*

*Je sais bien que ces mots ont peu de poids face au chagrin d'une femme, d'une fiancée, d'une mère, d'un fils, mais je veux dire à vos familles que nous les entourerons, que nous les soutiendrons, qu'elles ne sont pas seules »*

**Nicolas Sarkozy**

*Extrait de l'hommage au capitaine Lorenzo MEZZASALMA et au caporal chef Jean-Nicolas PANEZYCK*

*21° RIMa de Fréjus (Var) - vendredi 27 août 2010*

### **AFGHANISTAN**

Infirmier de classe supérieure Mathieu TOINETTE

402° RA (11 janvier)

Lieutenant-colonel Fabrice ROULLIER

1° BM (12 janvier)

Maréchal des logis-chef Harouna DIOP

517° RT (13 janvier)

Caporal Enguerrand LIBAERT

13° BCA (9 février)

Caporal Robert HUTNIK

2° REP (8 avril)

Chef de bataillon Christophe BAREK-DELIGNY

3° RG (22 mai)

Sergent-chef Konrad RYGIEL

2° REP (7 juin)

Brigadier-chef Steeve COCOL

1° RHP (18 juin)

Adjudant Laurent MOSIC

13° RG (6 juillet)

1<sup>re</sup> classe Antoine MAURY

1<sup>er</sup> RMed (10 août)

Capitaine Lorenzo MEZZASALMA

21° RIMa (23 août)

Caporal-chef Jean-Nicolas PANEZYCK

21° RIMa (23 août)

Adjudant Hervé ENAUX

35° RI (30 août)

Infirmier de classe supérieure Thibault

MILOCHE

126° RI (15 octobre)

### **LIBAN**

Adjudant Willy GERFAUD-VALENTIN

19° RG (13 mars)

Sergent Jérémy TROUILLOT

19° RG (13 mars)

Adjudant Guillaume RICHARD

121° RT (5 juin)

Major Richard GUILLOTEAU

40° RA (24 août)

Caporal-chef François FRADET

3° RG (7 septembre)

### **GUYANE**

Caporal Julien GIFFARD

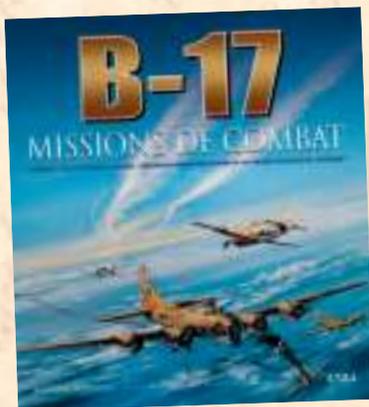
1<sup>er</sup> RI (9 juillet)



THOMAS GOISQUE

17 octobre 2010. Base avancée de Tora.  
Cortège qui accompagne le cercueil de l'infirmier supérieur Thibault Miloche.  
Photo : Thomas Goisque/Paris Match





## B-17, MISSIONS DE COMBAT

Les forteresses volantes américaines B-17 furent, de 1943 à 1945, l'une des cartes maîtresses des Alliés dans leur lutte contre l'Allemagne nazie. Cet album évoque, à partir des témoignages de membres d'équipage (pilote, navigateur, mitrailleur, opérateur radio...), les missions de la principale unité de B-17, la 8<sup>e</sup> Air Force. Un ouvrage qui installe immédiatement le lecteur au poste de combat.

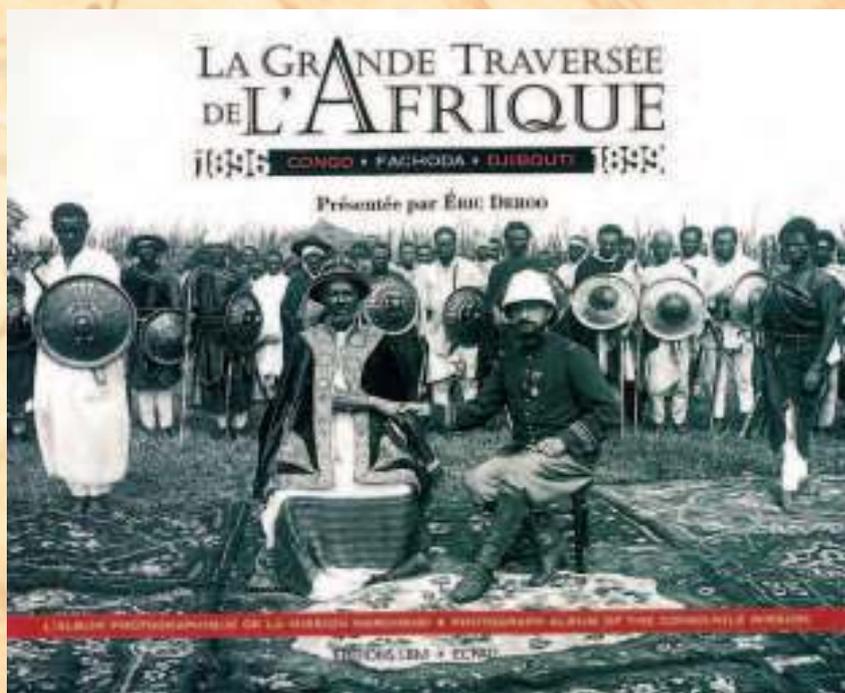
*Martin Bowman, éd. E.T.A.I., 154 p., 34 €*

## LES SOUS-MARINS FRANÇAIS DE 1945 A 2000

Ecrit par l'historien Jean Moulin et le capitaine de vaisseau Claude Huan, cet ouvrage retrace l'évolution des forces sous-marines françaises

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une synthèse exhaustive et rigoureuse qui explore notamment les grandes mutations des forces après l'émergence de l'énergie nucléaire.

*J. Moulin, C. Huan, Marines-Editions, 119 p., 32,50 €*



## LA GRANDE TRAVERSÉE DE L'AFRIQUE, MISSION MARCHAND

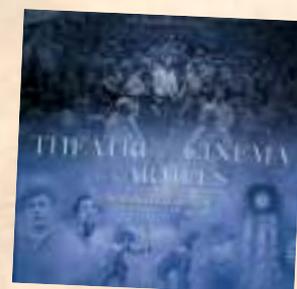
De l'Atlantique à la mer Rouge, l'expédition du capitaine Marchand a marqué l'histoire coloniale et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Un périple de trois ans sur plus de 6 000 km qui mena une dizaine d'officiers français et 150 tirailleurs africains des rives du Congo, vers le Haut-Nil, jusqu'à la côte abyssine. A la fois journal de bord et magnifique album de photos, l'ouvrage ne regroupe pas moins de 500 photographies et documents d'archive inédits qui font revivre cette incroyable aventure humaine. Cette grande traversée de l'Afrique est commentée et mise en perspective par Eric Deroo, chercheur associé au CNRS et spécialiste de l'histoire coloniale.

*Présenté par Eric Deroo, co-édition LBM et ECPAD, 288 p., 78,95 €*

## THÉÂTRE ET CINÉMA AUX ARMÉES, ARMISTICES D'UN SOIR

A travers 178 photographies d'époque des archives de l'ECPAD, Anne Merveilleux du Vignaux rend hommage aux combattants de toutes nationalités et aux artistes présents auprès d'eux et qui, par leur enthousiasme et leur talent, ont ouvert une parenthèse d'insouciance dans le quotidien tragique des troupes au front...

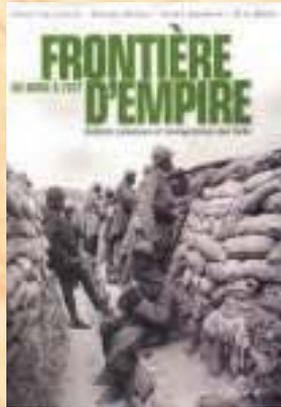
*A. Merveilleux du Vignaux, éd. ECPAD, 187 p., 25 €*



## FRONTIÈRE D'EMPIRE, SOLDATS COLONIAUX ET IMMIGRATIONS DES SUDS

Depuis le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, le Nord-Est de la France a reçu plus d'un million de combattants et travailleurs coloniaux lors des trois conflits qui opposèrent la France et l'Allemagne. Parallèlement, des dizaines d'expositions coloniales et ethnographiques contribuent à la formation d'une culture coloniale et accompagnent un premier flux de personnes originaires des colonies vers la métropole. Dockers chinois, soldats et étudiants d'Afrique noire et du Maghreb, ouvriers turcs, mobilisés indochinois et rapatriés vietnamiens passent ou se fixent dans ces régions, de Lille à Strasbourg. Ce livre raconte leur parcours, s'attachant aussi au regard posé sur ces migrants, aujourd'hui composante importante de la société et des identités locales.

Sous la direction de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Ahmed Boubeker, Eric Deroo, éd. La Découverte, 259 p., 49 €

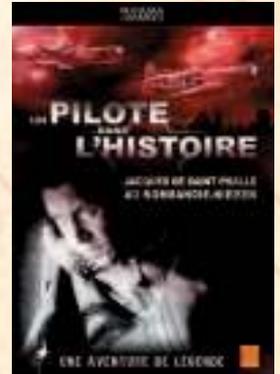


## DVD

### UN PILOTE DANS L'HISTOIRE, JACQUES DE SAINT PHALLE AU NORMANDIE-NIEMEN

Ce film retrace l'histoire méconnue du groupe de chasse le plus titré de l'aviation française, le Normandie-Niemen, à travers l'engagement de Jacques de Saint Phalle. Dès 1942, cet escadron mythique est engagé sur le Front de l'Est aux côtés des Soviétiques pour lutter contre le Nazisme.

Réalisatrice Juliette Goudot, à commander sur [www.boutique.ecpad.fr](http://www.boutique.ecpad.fr), prix : 14,90 €



## LES AILES D'ORLÉANS, UN SIÈCLE D'AVIATION

La Petite Beauce a été une terre d'élection des pionniers de l'aviation. C'est au-dessus de ses champs que Blériot prépara en 1908 sa célèbre traversée de la Manche, et c'est encore aux portes d'Orléans que fut créé, en 1909, l'un des premiers aéro-clubs de France. Aujourd'hui, la base aérienne 123 « Commandant Charles Paoli » perpétue la vocation aéronautique de la Beauce. Cet album est l'histoire de la base 123, mais plus encore celle de cet attachement d'une région à l'aviation.

Sous la direction du colonel de Rancourt, éd. Privat, 143 p., 32 €

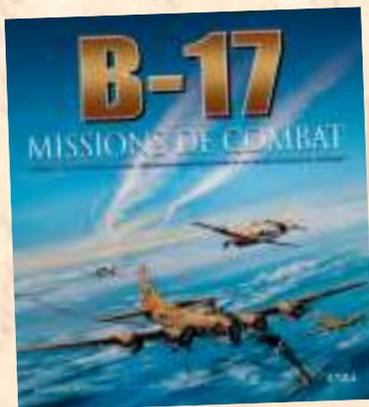


## DVD

### JOURNAL DE GUERRE, LES ACTUALITÉS FILMÉES DU SERVICE CINÉMATOGRAPHIQUE DES ARMÉES

Une superbe collection de 5 DVD qui regroupent 34 numéros du *Journal de guerre* du Service cinématographique de l'Armée, série d'actualités filmée entre le 1<sup>er</sup> octobre 1939 et le 6 juin 1940. Ces journaux, d'abord destinés aux soldats, ont été ensuite diffusés auprès du grand public pour contrer la propagande allemande. Cette collection de dix heures d'images représente une source d'archives très riche pour les historiens ou, plus largement, pour tous ceux qui s'intéressent à cette période de l'histoire française. A commander sur [www.boutique.ecpad.fr](http://www.boutique.ecpad.fr), prix : 34,90 €





## B-17, MISSIONS DE COMBAT

Les forteresses volantes américaines B-17 furent, de 1943 à 1945, l'une des cartes maîtresses des Alliés dans leur lutte contre l'Allemagne nazie. Cet album évoque, à partir des témoignages de membres d'équipage (pilote, navigateur, mitrailleur, opérateur radio...), les missions de la principale unité de B-17, la 8<sup>e</sup> Air Force. Un ouvrage qui installe immédiatement le lecteur au poste de combat.

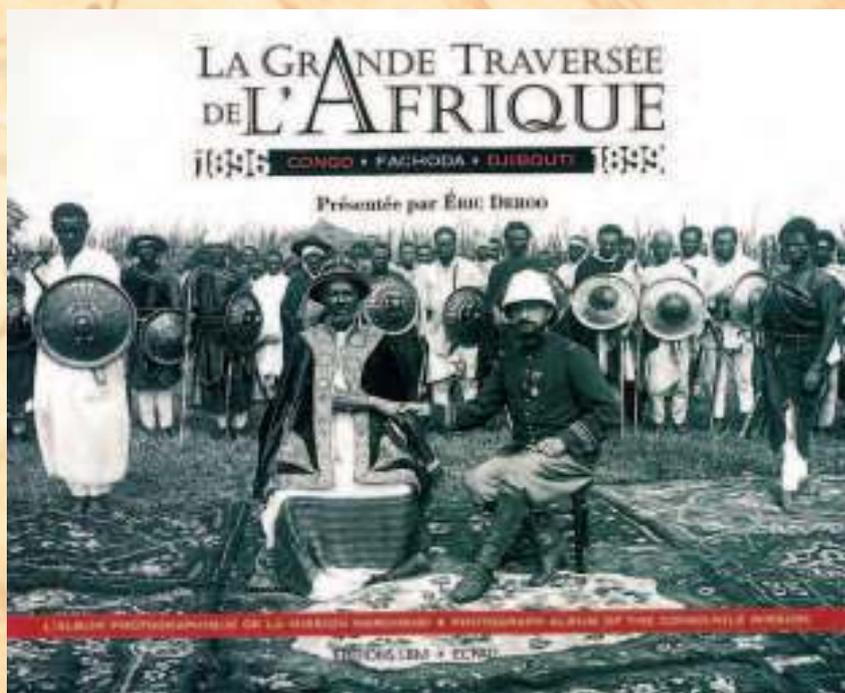
*Martin Bowman, éd. E.T.A.I., 154 p., 34 €*

## LES SOUS-MARINS FRANÇAIS DE 1945 A 2000

Ecrit par l'historien Jean Moulin et le capitaine de vaisseau Claude Huan, cet ouvrage retrace l'évolution des forces sous-marines françaises

depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une synthèse exhaustive et rigoureuse qui explore notamment les grandes mutations des forces après l'émergence de l'énergie nucléaire.

*J. Moulin, C. Huan, Marines-Editions, 119 p., 32,50 €*



## LA GRANDE TRAVERSÉE DE L'AFRIQUE, MISSION MARCHAND

De l'Atlantique à la mer Rouge, l'expédition du capitaine Marchand a marqué l'histoire coloniale et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Un périple de trois ans sur plus de 6 000 km qui mena une dizaine d'officiers français et 150 tirailleurs africains des rives du Congo, vers le Haut-Nil, jusqu'à la côte abyssine. A la fois journal de bord et magnifique album de photos, l'ouvrage ne regroupe pas moins de 500 photographies et documents d'archive inédits qui font revivre cette incroyable aventure humaine. Cette grande traversée de l'Afrique est commentée et mise en perspective par Eric Deroo, chercheur associé au CNRS et spécialiste de l'histoire coloniale.

*Présenté par Eric Deroo, co-édition LBM et ECPAD, 288 p., 78,95 €*

## THÉÂTRE ET CINÉMA AUX ARMÉES, ARMISTICES D'UN SOIR

A travers 178 photographies d'époque des archives de l'ECPAD, Anne Merveilleux du Vignaux rend hommage aux combattants de toutes nationalités et aux artistes présents auprès d'eux et qui, par leur enthousiasme et leur talent, ont ouvert une parenthèse d'insouciance dans le quotidien tragique des troupes au front...

*A. Merveilleux du Vignaux, éd. ECPAD, 187 p., 25 €*

